

28 SEPTEMBRE 2015

AG/11692

Assemblée générale: le 70e débat général s'ouvre par un hommage à l'ONU, « née des cendres de la guerre », et avec de nettes divergences sur le conflit syrien

Soixante-dixième session

13e, 14e & 15e séances plénières, matin, après-midi & soir

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le débat général de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale s'est ouvert, aujourd'hui, avec un vibrant hommage des dirigeants du monde à l'Organisation des Nations Unies, « née en 1945 des cendres de la guerre » comme l'a rappelé une vidéo projetée en ouverture, et dont le rôle, de l'aveu des chefs d'État et de gouvernement, est d'empêcher que ne règne la loi du plus fort.

Soixante-dix ans plus tard, le monde n'en a pourtant pas fini avec la guerre puisque le Roi de Jordanie a qualifié la lutte contre les forces obscurantistes de l'Islam de « Troisième guerre mondiale », tandis que le Président de la Fédération de Russie, dont les vues sur M. Bashar Al-Assad, Président de la Syrie, ont radicalement divergé de celles des Présidents américain et français, a appelé à la mise sur pied d'une coalition mondiale contre le groupe terroriste Daech, « comme cela avait été décidé face au nazisme ».

« Pourquoi est-il plus facile de trouver l'argent pour détruire les peuples et la planète que pour assurer leur protection? » C'est par cette question que le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a inauguré cette première journée qui a rassemblé 36 chefs d'État et de gouvernement dont ceux de la Chine, de la République islamique d'Iran, du Brésil ou encore de l'Éthiopie.

Rappelant qu'au moins 60 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer ou leur pays, le Secrétaire général, qui présentait son [rapport sur l'activité de l'Organisation](#), a expliqué que le système humanitaire était « ruiné ». Il a exhorté l'Europe à en faire davantage, « elle qui

a bénéficié après la Seconde Guerre mondiale de l'assistance du reste du monde ». « Nous n'avons pas reçu assez d'argent pour sauver assez de vies », s'est alarmé le Secrétaire général.

Un vœu entendu par le Président de la Chine qui, pour sa première allocution devant l'Assemblée générale depuis son élection, a affirmé que son pays allait établir un fonds de développement d'un milliard de dollars sur 10 ans pour soutenir les activités de l'ONU en faveur du développement et affecter 8 000 soldats aux forces en attente du maintien de la paix. Son homologue des États-Unis a, sous les applaudissements, fait une annonce similaire.

Le Secrétaire général s'est en revanche félicité de l'adoption, le 25 septembre dernier, des 17 objectifs « inspirants » de développement durable en insistant sur le but visé: mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et garantir la paix et la dignité à chacun. « Une décision véritablement transformatrice et révolutionnaire dans son ambition, et qui a prouvé une fois de plus la pertinence et la valeur universelle de l'ONU », a commenté le Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale.

« Pour atteindre les objectifs, soyons créatifs, faisons tomber les murs! » a exhorté le Secrétaire général. Parmi les autres satisfécits, il a cité l'accord sur le programme nucléaire iranien, « un nouveau chapitre sur les relations de l'Iran avec le monde », a commenté le Président de la République islamique d'Iran.

Le Secrétaire général a également félicité le Président cubain pour son rôle dans l'ouverture des relations diplomatiques avec les États-Unis, tandis que le Président américain s'est dit certain que le Congrès lèvera un embargo qui n'a plus lieu d'être. Mais la tonalité de l'intervention du Chef de l'ONU était bel et bien sombre, en raison de la dérive du processus de paix au Moyen-Orient, de la menace posée par les groupes terroristes et, au premier chef, de la crise syrienne « qui a échappé à tout contrôle ».

« Il ne suffit pas de s'en remettre à la seule Syrie pour trouver une solution », a prévenu le Secrétaire général, pour qui cinq pays sont appelés à jouer un rôle clef: la Fédération de Russie, les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. « Tant qu'ils ne sont pas prêts au compromis, il serait vain d'attendre un changement sur le terrain. »

« Nous pensons que c'est une énorme erreur de refuser de coopérer avec le Gouvernement syrien et ses forces armées qui combattent si vaillamment le terrorisme », a estimé le Président de la Fédération de Russie qui s'exprimait pour la première fois depuis 10 ans devant l'Assemblée générale. Un point de vue balayé par son homologue des États-Unis qui a rappelé que c'est « Assad qui a réagi à des manifestations pacifiques en accentuant la répression et les meurtres, créant l'environnement actuel ».

« Le réalisme exige une transition gérée sans Assad, avec un nouveau leader et un gouvernement inclusif », a-t-il argué. « Assad est à l'origine du problème; il ne peut pas faire partie de la solution », a renchéri le Président de la France qui a indiqué que son pays avait entrepris une action armée en Syrie. C'est sans scrupule, a également dit le Chef d'État américain, que les États-Unis ont engagé leurs troupes contre l'État islamique. Mais le Président russe a jugé « irresponsable » de vouloir anéantir les réseaux terroristes après les avoir manipulés. Alors que son homologue américain a reconnu que « la puissance militaire ne suffira pas à résoudre la situation », il a proposé la création d'une coalition à portée mondiale contre Daech qui rallierait les forces prêtes à agir, au premier chef celles des pays musulmans, comme cela avait été décidé face au nazisme. « Nous voulons travailler avec tous ceux qui le voudront », a assuré M. Hollande, qui a souhaité une large coalition car « le monde est gravement menacé aujourd'hui par le « khawarej », les « gangs de hors-la-loi » de l'Islam qui sévissent dans le monde entier, alimentant la suspicion et exploitant l'ignorance pour étendre leur pouvoir », a confirmé le Roi Abdullah II Bin Al Hussein de Jordanie.

« J'ai nommé cette crise « la troisième guerre mondiale » et je crois qu'il faut y répondre avec la même intensité, à savoir par une action mondiale sur tous les fronts », a-t-il dit, avant de rappeler que la guerre la plus importante est celle qu'on livrera sur le terrain des cœurs, des esprits et de la conscience. Le seul moyen de déraciner le terrorisme au Moyen-Orient est de s'attaquer à ses causes sociale, économique et culturelle sous-jacentes, a souligné le Président iranien, qui a proposé le lancement d'un « Front uni contre l'extrémisme et la violence » créant un mouvement collectif et mondial pour s'attaquer sérieusement aux problèmes régionaux par le dialogue.

***RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION:
PRÉSENTATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE SON RAPPORT ANNUEL ([A/70/1](#))***

Présentation du rapport par le Secrétaire général

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a rappelé en ouvrant le débat général les 17 objectifs « inspirants » de développement durable en insistant sur le but visé: mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et garantir la paix et la dignité à chacun. Ce qui suppose, a-t-il souligné, de traduire dans les faits les engagements sur le papier.

La dynamique enclenchée peut servir à conclure un accord robuste sur les changements climatiques en décembre à Paris, a-t-il espéré, mais les objectifs nationaux présentés à ce stade par les États Membres ne suffiront pas, prévient-il: ne pas revoir ces ambitions à la hausse risque de conduire au dépassement du seuil de deux degrés de réchauffement admissibles selon les scientifiques.

Pour atteindre les objectifs, soyons créatifs, faisons tomber les murs! a exhorté le Secrétaire général en demandant aux pays développés de se conformer à leurs engagements financiers qui devront atteindre 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour abonder le Fonds vert pour le climat.

Le monde continue de perdre des milliards en dépenses militaires, pourquoi est-il plus facile de trouver l'argent pour détruire les peuples et la planète que pour assurer leur protection?

Aujourd'hui, a rappelé le Secrétaire général, des centaines de millions d'êtres humains nécessitent une assistance humanitaire, au moins 60 millions ont été contraints de fuir leur foyer ou leur pays. Les Nations Unies ont demandé six fois plus qu'il y a 10 ans.

Mais le système humanitaire est ruiné. Nous n'avons pas reçu assez d'argent pour sauver assez de vies, constate M. Ban, citant la moitié des besoins couverts pour l'Iraq, le Soudan du Sud et le Yémen, et le tiers pour la Syrie. En Ukraine, la réponse apportée atteint 39% des besoins estimés.

Les peuples ont besoin d'une aide d'urgence mais aussi de solutions durables, a poursuivi le Secrétaire général alors que partout, sur tous les continents et comme jamais par le passé ils se jettent sur la route. L'Europe notamment doit faire davantage, elle qui a bénéficié après la Seconde Guerre mondiale de l'assistance du reste du monde. M. Ban a annoncé la convocation d'une réunion de haut niveau le 30 septembre afin de promouvoir une approche globale de la crise des réfugiés et des migrations: nous devons en finir avec les trafiquants et alléger le fardeau des pays de destination, a-t-il estimé.

Mais surtout, il faut réfléchir aux racines des conflits qui causent ces déplacements. Ainsi, la paralysie du Conseil de sécurité au cours des quatre dernières années a fait que la crise syrienne a échappé à tout contrôle. Mais il ne suffit pas de s'en remettre à la seule Syrie pour trouver une solution, prévient le Secrétaire général, pour qui cinq pays sont appelés à jouer un rôle clef: la Fédération de Russie, les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Mais tant qu'ils ne sont pas prêts au compromis entre eux il serait vain d'attendre un changement sur le terrain.

En attendant, les souffrances auxquelles sont exposées les populations syriennes innocentes devront conduire à traduire devant la Cour pénale internationale les responsables de ces crimes atroces.

Au Yémen, 80% de la population soit 21 millions de personnes, réclament une assistance humanitaire alors que toutes les parties font preuve de la même indifférence pour la vie

humaine. La plupart des victimes sont causées par les frappées aériennes or, juge M. Ban, il n'y a pas de solution militaire à ce conflit.

Il a également mis en garde contre la dérive du processus de paix au Moyen-Orient, tandis que les groupes Daech, Boko Haram et les rebelles Al-Chabab constituent toujours une menace majeure en particulier pour les femmes et les filles, systématiquement ciblées.

Le Secrétaire général a annoncé à cet égard qu'il présenterait au tout début de l'année prochaine un plan global d'action pour contrer la menace des extrémismes violents.

M. Ban a aussi jugé qu'il était temps de renouer le dialogue pour apaiser la tension persistante au sein de la péninsule coréenne.

Les atteintes à la démocratie constituent par ailleurs une autre forme de menace dans de nombreux points du globe quand les dirigeants cherchent à rester au pouvoir au-delà des limites de leur mandat, a-t-il souligné.

Prises ensemble, ces crises nous font atteindre les limites des outils vitaux dont nous disposons pour la résolution des conflits et les réponses que nous pouvons apporter, relève le Secrétaire général qui réclame un engagement renouvelé en faveur de la prévention, des partenariats régionaux et un soutien déterminé à la consolidation de la paix.

Ouverture du débat général

M. MOGENS LYKKETOFT, Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, a rappelé que, vendredi dernier, les chefs d'État et de gouvernement avaient approuvé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, une décision véritablement transformatrice et révolutionnaire dans son ambition, et qui a prouvé une fois de plus la pertinence de la valeur universelle de l'Organisation des Nations Unies.

Désormais, a poursuivi M. Lykketoft, nous sommes confrontés à la tâche encore plus difficile de transformer notre vision en action. Le Président s'est félicité qu'avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), au cours des 15 dernières années, le nombre de personnes extrêmement pauvres eût été réduit de moitié. Néanmoins, avec les objectifs de développement durable, nous reconnaissons que l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes n'est possible qu'avec une transformation beaucoup plus complexe de l'ensemble de l'économie mondiale, de l'environnement et des structures sociales.

Nous nous rendons compte que nous ne pouvons pas compter uniquement sur le modèle de croissance traditionnel du passé, des 15 dernières années ou des 70 dernières années, a-t-il déclaré.

Nous reconnaissons que chaque personne peut légitimement prétendre à une vie décente. Mais le nombre de personnes sur notre planète ayant triplé au cours des 70 dernières années, nous devons répondre à cette demande sans épuiser les ressources naturelles que nous transmettons aux générations nouvelles.

Nous reconnaissons aussi que les populations des pays développés ne peuvent plus continuer à consommer et à produire de la même manière, et que des milliards de personnes qui travaillent ailleurs sur la voie de la prospérité ne devraient pas se contenter d'adopter le même comportement que celui des pays riches d'aujourd'hui.

Pour construire une infrastructure mondiale durable au cours des 15 prochaines années, des milliards de dollars doivent être mieux investis. Les pays les moins avancés (PMA) ne peuvent le faire si les pays riches ne respectent pas leurs engagements de longue date de consacrer un minimum de 0,7% de leur revenu national à l'aide au développement.

M. Lykketoft a également déclaré qu'il était temps de mettre un terme à des conflits dévastateurs et de commencer à investir de manière importante dans le développement durable. Il faut agir maintenant, a-t-il dit. Si nous échouons, nous courons le risque de dommages destructeurs et ingérables de l'équilibre politique, social, écologique et climatique de notre planète. Si nous échouons, les objectifs de développement durable ne seront jamais atteints, parce que les ressources nécessaires seront englouties dans la résolution des crises et des conflits.

Le Président de l'Assemblée générale a estimé que les tensions entre les grandes puissances augmentaient, tout comme les investissements dans tous les types d'armements. De même, a-t-il déploré, les négociations sur le désarmement à Genève sont au point mort depuis des années.

Il faut, a-t-il dit, faire un effort extraordinaire pour briser tous les cercles vicieux. Nous devons agir en conformité avec l'accord de principe derrière le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en reconnaissant les liens étroits entre le développement, la paix et la sécurité et le respect des droits de l'homme, et prendre des mesures spécifiques pour faire des progrès dans chacun de ces domaines.

Ce sera, a-t-il précisé, le point central de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale et de sa présidence. Il a indiqué qu'il offrirait son appui à de nouvelles idées sur la façon de renforcer la paix et la sécurité internationales, le rôle des femmes, la prévention, la médiation et

le règlement des conflits, des opérations de paix de l'ONU à l'architecture de consolidation de la paix globale en passant par la réforme du Conseil de sécurité.

M. Lykketoft a exprimé son espoir sincère de voir l'ONU tenir un rôle plus direct dans la réconciliation et la consolidation de la paix, y compris dans des conflits où nous avons échoué jusqu'à présent, et aller de l'avant dans les efforts communs pour prévenir et combattre le fléau du terrorisme.

Il a estimé que l'Accord nucléaire avec l'Iran, soutenu par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, pouvait être une contribution très importante pour éviter la prolifération nucléaire.

Le Président de l'Assemblée générale a dit attendre avec impatience le jour où les grandes puissances et les acteurs régionaux uniront également leurs forces pour arrêter l'effusion de sang insensée et horrible dans et autour de la Syrie, et, ce faisant, traiter les causes profondes de la crise des réfugiés.

M. Lykketoft a conclu qu'en tant que Président de l'Assemblée générale, il appuierait les États Membres dans leurs ambitions pour la revitalisation et la réforme, y compris un nouveau processus, plus transparent pour la sélection du prochain Secrétaire général.

Mme DILMA ROUSSEFF, Présidente du Brésil, a souligné que dans un monde où les biens, les capitaux, les données et les idées circulent librement, il est absurde d'entraver la libre circulation des personnes. Le Brésil est un pays d'accueil qui a reçu des Syriens, des Haïtiens, des hommes et des femmes du monde entier tout comme il a accueilli, il y a un siècle, des millions d'Européens, d'Arabes et des Asiatiques. Nous sommes un pays multiethnique où les différences coexistent, s'est enorgueillie Mme Rousseff. Nous avons besoin, a-t-elle dit, d'une ONU capable de promouvoir une paix durable et d'agir rapidement et efficacement face aux crises, aux conflits régionaux et aux crimes contre l'humanité. Nous ne pouvons plus, par exemple, retarder la création d'un État de Palestine cohabitant pacifiquement et harmonieusement avec Israël. Dans le même esprit, l'expansion des colonies dans les territoires palestiniens occupés ne peut plus être tolérée », a estimé Mme Rousseff.

Une réforme complète de ses structures est primordiale pour donner à l'ONU la centralité qu'elle mérite. Le Conseil de sécurité doit être élargi dans les catégories de membres permanents et non permanents pour devenir plus représentatif, plus légitime et plus efficace. La plupart des États Membres refusent tout report de cette question. Nous nous attendons à ce que cette session entre dans l'histoire comme un tournant dans la trajectoire de l'ONU, qu'elle donne des résultats concrets dans le long, et jusqu'ici peu concluant, processus de réforme de l'Organisation, a voulu Mme Rousseff.

La Présidente a rappelé que le groupe BRICS « Brésil-Fédération de Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud » a créé une nouvelle banque de développement qui contribuera à l'élargissement du commerce et des investissements et probablement à la réalisation des objectifs de développement durable. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a-t-elle estimé, décrit le futur que nous voulons. Il exige la solidarité mondiale, la détermination de chacun et l'engagement à s'attaquer aux changements climatiques, à battre la pauvreté et créer des opportunités.

À Paris, en décembre, nous devons renforcer la Convention sur le climat et les obligations, qui seront énoncées, doivent être ambitieuses et conformes au principe de responsabilité commune mais différenciée. La Présidente a réitéré la contribution prévue déterminée au niveau national (INDC) du Brésil qui sera une réduction de 43% de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, l'année de base étant 2005. Le Brésil, a souligné la Présidente, est l'un des rares pays en développement à s'engager en faveur d'un objectif absolu en matière d'émissions. Après avoir fait part des progrès enregistrés par son pays, en particulier dans la lutte contre la corruption, la Présidente a attiré l'attention sur le fait qu'il y a quelques jours, la fresque « Guerre » et « Paix » de l'artiste brésilien Candido Portinari, offert en 1957 aux Nations Unies par le Brésil, a fait son retour au Siège de l'ONU. L'artiste disait: il n'est pas d'art qui ne s'identifie aux peuples », a souligné la Présidente en arguant que ce message est toujours aussi valide et qu'il parle non seulement des victimes de la guerre mais aussi des réfugiés qui partent dans des embarcations fragiles pour braver la Méditerranée et des gens qui recherchent la protection, la paix et le bien-être que l'ONU est censée leur apporter.

Après 70 ans, les progrès sont réels, a déclaré M. BARACK OBAMA, Président des États-Unis. Pourtant aujourd'hui, nous nous réunissons en sachant que le travail n'est pas terminé et que des courants dangereux risquent de nous faire reculer dans un monde plus sombre et plus désordonné. Comment répondre à ces tendances? a demandé M. Obama à ceux qui disent que les principes de la Charte sont irréalisables ou dépassés et que la loi du plus fort doit prévaloir. Nous voyons ainsi des grandes puissances asseoir leur pouvoir en contrevenant au droit international. Selon elles, nous devons appuyer des tyrans comme Bashar al-Assad qui bombardent leur peuple parce que l'alternative serait certainement pire. Le scepticisme croissant face à l'ordre international est aussi de mise dans les démocraties les plus avancées, a fait observer le Président, en admettant que son propre pays n'est pas épargné puisque l'on entend des gens défendre la force contre les vieux ennemis à savoir une Chine montante, une Russie renaissante, un Iran révolutionnaire ou un Islam incompatible avec la paix.

Le Président s'est dit convaincu que les nations du monde ne peuvent retourner aux vieux réflexes des conflits et de la coercition. Quelle que soit la puissance de son armée ou la force de son économie, un pays comme les États-Unis ne peut résoudre seul les problèmes du monde. Il l'a appris en Iraq. Mais, a poursuivi le Président, la répression non plus ne peut forger la

cohésion sociale dont les pays ont besoin pour réussir. Aujourd'hui, la force ne se mesure plus au contrôle d'un territoire. La force des nations dépend du succès de ses citoyens, des droits individuels, de la bonne gouvernance et de la sécurité humaine. La répression et l'agression étrangère sont les symptômes de l'échec. Une politique de solidarité qui se fonde sur la diabolisation des autres ou qui s'alimente du sectarisme montrera tôt ou tard ses faiblesses. Les nations fortes ont, par-dessus tout, la responsabilité de respecter l'ordre international actuel, a estimé le Président qui a illustré ses propos par le succès du processus lié au dossier nucléaire iranien. La même fidélité à l'ordre international a guidé nos réponses aux autres défis du monde dont l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie et l'agression de l'est de l'Ukraine. L'imposition des sanctions n'est en aucune façon une volonté de retourner à l'ère de la guerre froide, a assuré le Président. De même, pour la mer de Chine méridionale, les États-Unis défendront les principes du droit international tout en encourageant la Chine et les autres à résoudre leurs différends par la voie pacifique.

La diplomatie est difficile, a reconnu le Président, ses résultats peuvent décevoir et elle est rarement populaire. Mais les grandes nations ont l'obligation de prendre ce risque surtout qu'elles sont assez puissantes pour protéger leurs intérêts si et quand la diplomatie échoue. Nous devons aussi être assez forts pour admettre que ce que nous faisons ne fonctionne pas, a poursuivi le Président en parlant du cas de Cuba. S'il est de l'intérêt des grandes puissances de respecter le droit international, il l'est aussi du reste de la communauté des nations, a estimé le Président en appelant l'Iran, qui continue à faire jouer ses pions, à emprunter cette voie et scander « mort à l'Amérique » ne créera pas d'emplois et ne rendra pas l'Iran plus sûr. Promettant l'aide de son pays à la Libye, le Président a, sous les applaudissements, annoncé que tout comme les 50 autres pays, les États-Unis déploieront des capacités pour renforcer le maintien de la paix de l'ONU.

Nulle part ailleurs, notre engagement à l'ordre international n'a été autant mis à l'épreuve qu'en Syrie, a admis le Président. C'est sans scrupule que les États-Unis ont engagé leurs troupes contre l'État islamique mais la puissance militaire ne suffira pas à résoudre la situation. Les États-Unis sont prêts à travailler avec tout le monde, y compris la Fédération de Russie et l'Iran, pour résoudre le conflit. Mais après tant de sang et de carnages, il est hors de question que l'on revienne à la situation qui existait avant la guerre. C'est « Assad qui a réagi à des manifestations pacifiques en accentuant la répression et les meurtres, créant l'environnement actuel », a accusé le Président. Le réalisme exige une transition gérée sans Assad et avec un nouveau leader et un gouvernement inclusif qui reconnaissent qu'il faut mettre fin à ce chaos pour que les Syriens puissent se reconstruire. Avec l'État islamique, une partie de nos efforts doit être de rejeter les musulmans qui déforment l'Islam et qui prêchent l'intolérance et la violence mais aussi les non-musulmans ignorants qui croient qu'Islam égale terreur. Le travail prendra du temps. Il n'y a pas de réponse facile en Syrie ni de réponses simples aux changements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les États-Unis, a annoncé le Président,

ont déjà décidé d'augmenter le nombre de réfugiés qu'ils accueilleront à leurs frontières, au nom de la sécurité collective et c'est la même sécurité qui a présidé aux engagements américains en faveur des objectifs de développement durable. Les États-Unis travailleront avec tout le monde pour qu'à Paris, on puisse confronter de manière décisive le défi des changements climatiques.

M. Obama a conclu par un vibrant plaidoyer en faveur de la démocratie. La démocratie, à savoir la lutte constante pour l'exercice universel des droits et pour donner sa voix au peuple, est ce qui a fait des États-Unis la nation la plus puissante au monde. Ce qui est vrai pour l'Amérique l'est aussi pour les autres démocraties, a ajouté M. Obama. Nos systèmes, a-t-il insisté, se fondent sur le postulat que le pouvoir absolu corrompt absolument, que les peuples sont fondamentalement bons et que la famille, l'amitié, la foi et la dignité exigent un effort. Croire en la dignité de chacun, en la possibilité de jeter des ponts, en la coopération au détriment du conflit, n'est pas de la faiblesse. C'est de la force, c'est une exigence concrète de notre monde interconnecté et c'est ce que ceux qui ont créé l'ONU, il y a 70 ans, avaient compris, a conclu le Président des États-Unis.

La paix et le droit, a déclaré M. ANDRZEJ DUDA, Président de la Pologne. Ces deux mots clefs nous aident à réaliser et à apprécier l'importance des Nations Unies, au cours de ces 70 dernières années. La paix et le droit, deux mots sans lesquels il est impossible d'imaginer la coexistence entre nations, groupes ethniques et fidèles des différentes religions. Deux mots qui englobent de « belles » notions, importantes mais fragiles dont il faut prendre soin et qu'il faut cultiver avec de plus en plus de détermination. L'année 1945 n'est pas seulement celle de la fin de la guerre mais aussi celle de la naissance de l'ONU, le mécanisme « le plus fondamental » d'une coopération internationale voulue au nom de la paix et de la sécurité. Mais malheureusement, les traités internationaux sont toujours violés aujourd'hui, les promesses solennelles négligées et les droits de l'homme fréquemment foulés au pied. La Pologne, qui a été si gravement affectée par la Deuxième Guerre mondiale et par plus de 40 ans d'oppression communiste, est particulièrement sensible à l'usage de la force dans les relations entre États, à l'agression armée et aux violations des droits de l'homme. La communauté internationale doit condamner toute agression qui conduit à un fait accompli, grâce à des tanks, à des missiles et à des bombes.

La Pologne, a insisté le Président, estime donc qu'il est crucial de continuer à travailler à l'efficacité du Conseil de sécurité, en rappelant à ses membres que le privilège du siège permanent est lié au devoir de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les objectifs fondamentaux de l'ONU, comme le dit l'Article 1 de la Charte. Ces dernières années, le droit de veto a trop souvent conduit à des impasses sur les questions les plus importantes. C'est la raison pour laquelle la Pologne appuie la proposition de la France d'adopter un code de procédure prévoyant l'abandon du droit de veto en cas de crimes graves au sens du droit international, y compris le crime de génocide. Le Président a dit rejeter un monde caractérisé

par des zones d'influence et par les agressions de ceux qui, ne suivant que leurs propres intérêts, ignorent le droit international et contrarient les 70 ans de l'entreprise commune qu'est l'ONU.

Le Président a aussi rappelé que les conflits mènent partout dans le monde à la violation de la liberté de conscience et de religion. Aujourd'hui, les minorités religieuses, en particulier les Chrétiens, sont exposés à la persécution, comme le montrent la situation alarmante du Moyen-Orient et les actes de Daech. La liberté d'expression veut dire le devoir de dire la vérité et rien n'est plus nocif que des relations entre nations qui se fondent sur la manipulation de la vérité, le mensonge et les stéréotypes. C'est pourquoi, la vérité mais aussi la vérité sur l'histoire est un facteur si crucial des relations entre États. Le Président a pris la défense des journalistes et des blogueurs qui braquent les projecteurs sur les régimes totalitaires, les atrocités commises par les terroristes et la brutalité des agents de l'ordre. Le Président a conclu en affirmant son attachement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et annoncé l'intention de son pays d'accroître sa contribution directe au maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est la raison pour laquelle la Pologne se porte candidate à un siège non permanent du Conseil de sécurité.

M. XI JINPING, Président de la Chine, a rappelé que le 3 septembre dernier, la Chine avait célébré le soixante-dixième anniversaire de sa victoire contre l'occupation japonaise, soulignant ainsi sa contribution à la victoire du monde antifasciste. Il faut examiner l'histoire avec une forte conscience humaine, a-t-il dit. Selon le Président chinois, le passé ne peut être modifié, mais l'avenir peut être façonné. Il ne faut pas que l'humanité oublie les enseignements de l'histoire, le but étant de transmettre le flambeau de la paix d'une génération à l'autre.

Le monde connaît un processus historique d'évolution accélérée, a-t-il déclaré. La mondialisation et l'avènement de l'ère de l'information ont favorisé l'ascension des forces sociales productives, mais a provoqué dans le même temps de nouvelles menaces et de nouveaux défis que nous devons relever. Nous devons renouveler nos buts et engagements en faveur de la Charte des Nations Unies et créer une communauté pour un avenir partagé, a poursuivi M. Xi.

Le Président de la Chine a appelé à la mise en place de partenariats pour permettre aux pays de travailler sur un pied d'égalité et de mieux se comprendre. Tous les pays sont égaux, les pays puissants ne devant pas intimider les plus faibles, a-t-il dit, mettant l'accent sur la nécessité de respecter le principe de souveraineté.

Il convient de forger un partenariat aux niveaux mondial et régional, a insisté M. Xi, pour qui la recherche de partenariats est préférable à celle d'alliances. Il faut privilégier la justice contre la défense des intérêts particuliers, a-t-il ajouté.

La loi de la jungle fait que les faibles sont à la merci des forts, a déclaré le Président chinois. Ce n'est pas ainsi, selon lui, que les relations doivent fonctionner. Ceux qui agissent de la sorte se tirent une balle dans le pied, a-t-il estimé, invitant certains États à abandonner la logique de la guerre froide, et appelant à privilégier le rôle central de l'ONU et du Conseil de sécurité pour maintenir la paix internationale.

M. Xi a également plaidé pour la promotion d'un développement ouvert, novateur et inclusif, qui profite à tout un chacun. La prospérité mondiale ne peut être fondée sur un marché qui n'a pas de contraintes morales. Le fossé entre riches et pauvres n'est pas viable et est injuste, a-t-il expliqué, jugeant que le développement n'avait de sens que s'il est inclusif et durable. Il faut, a-t-il dit, un esprit d'ouverture, une aide mutuelle et une coopération dite « gagnant-gagnant ».

De même, est-il nécessaire, selon le Président chinois, de concilier le développement industriel et la protection de la nature et de trouver l'harmonie entre l'humanité et la nature. Un environnement fort est vital pour l'avenir de l'humanité. La Chine, a-t-il ajouté, assumera sa part de responsabilité et continuera à jouer son rôle pour la cause commune de la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

La Chine est attachée au développement pacifique, a déclaré M. Xi. Quelle que soit sa puissance future, elle ne cherchera jamais d'expansion ou à asseoir une sphère d'influence. Elle continuera d'apporter des contributions au développement mondial. Nous sommes prêts à mettre en commun nos expériences en matière de développement, a-t-il dit, invitant d'autres pays à monter à bord du train rapide de la Chine. Le vote de la Chine à l'ONU appartiendra toujours aux pays en développement, a-t-il lancé.

M. Xi a annoncé, sous les applaudissements, que la Chine avait décidé d'établir un fonds de développement d'un milliard de dollars sur dix ans pour soutenir les activités de l'ONU en faveur du développement. En outre, a-t-il déclaré, la Chine va affecter 8 000 soldats aux forces en attente du maintien de la paix. Elle octroiera enfin 100 millions de dollars à l'Union africaine pour appuyer la force africaine en attente et renforcer ainsi sa capacité à résoudre les crises sur le continent.

Je suis ici, a dit le Roi ABDULLAH II BIN AL HUSSEIN de Jordanie, parce que, comme vous, je veux que mes enfants vivent dans un monde de compassion et de paix. Or un tel monde est gravement menacé aujourd'hui par le « khawarej », les « gangs de hors-la-loi » de l'Islam qui sévissent dans le monde entier, alimentant la suspicion et exploitant l'ignorance pour étendre leur pouvoir. J'ai nommé cette crise « troisième guerre mondiale » et je crois qu'il faut y répondre avec la même intensité, à savoir par une action mondiale sur tous les fronts. Mais, a prévenu le Roi, la guerre la plus importante est celle qu'on livrera sur le terrain des cœurs, des esprits et de la conscience. Rappelons-nous d'abord, a-t-il encouragé, que ce qui sépare

l'humanité est « minuscule » par rapport à ce qu'elle a en commun, à savoir les valeurs profondes de l'amour, de la paix, de la justice et de la compassion. Ensuite, changeons de ton, a-t-il exhorté, car nous sommes tous en danger quand la violence, la peur et la colère dominent nos discours, que ce soient dans les leçons en classe, dans les sermons hebdomadaires ou dans les relations internationales. Vivons notre foi dans nos actes quotidiens, amplifions la voix de la modération et ne laissons pas nos écrans, nos ondes et nos médias sociaux se faire envahir par ceux qui posent le plus grand danger au monde.

Sachons reconnaître les pièges et disons-nous que dans une communauté musulmane de 1,7 milliard de personnes, soit un quart de l'humanité, les « gangs de hors-la-loi » ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan. Mais une goutte de poison peut tuer et il nous faut protéger la pureté de notre foi. Montrons-nous, a ajouté le Roi, « intolérant à l'intolérance » et soyons « hyper-connectés », en nous réunissant dans une conscience et une cause communes.

Aujourd'hui, a alerté le Roi, les réfugiés syriens représentent 20% de la population jordanienne; l'aide apportée à la Jordanie n'étant qu'une petite fraction du coût qu'elle a déjà payé. Il est grand temps que la communauté internationale agisse collectivement pour résoudre cette crise humanitaire sans précédent et vienne enfin en aide à la Jordanie et au Liban qui font les frais de ce fardeau depuis plus de 4 ans. « En toute chose, nous devons agir ensemble. Les valeurs que nous partageons –égalité compassion et espoir– doivent être connectées à tout ce que nous faisons. De même, nous devons rester liés les uns aux autres, pour le bien de tous », a conclu le Roi de Jordanie.

« C'est à Yalta, en Crimée, dans mon pays, que se sont rassemblés en 1945 les dirigeants de la coalition antihitlérienne afin de jeter les bases de ce qui sera le système de l'ONU », a déclaré M. VLADIMIR PUTIN, Président de la Fédération de Russie. Il a évoqué les critiques récurrentes dont l'ONU est l'objet et qui ont trait à son manque d'efficacité et aux contradictions insurmontables que connaît le Conseil de sécurité. Les différends ont toujours existé au sein de l'ONU et le droit de veto a été utilisé par chacun des cinq membres permanents du Conseil, a-t-il rappelé, indiquant que, s'il ne saurait toujours y avoir unanimité, la conciliation devait être en permanence recherchée au sein des Nations Unies. « Les décisions passent ou ne passent pas », a-t-il dit, ajoutant que ceux qui ignoraient cela contrevenaient à la Charte des Nations Unies.

M. Putin a déclaré qu'après la fin de la guerre froide, il n'y avait plus qu'un seul centre de domination. Le sommet de la pyramide a pu penser qu'il n'était plus nécessaire de prendre en compte les Nations Unies, a-t-il dit, mentionnant les rumeurs qui avaient circulé sur l'obsolescence de l'Organisation. Le Président Putin a qualifié de « très dangereuses » les tentatives visant à saper la légitimité de l'ONU car elles menacent l'architecture internationale

dans son ensemble et ouvrent la voie à un monde où règnerait la loi du plus fort. Ce serait alors un monde de protectorats, a-t-il dit.

Estimant que la souveraineté c'est la liberté, M. Putin a estimé que les États étaient tous différents et qu'il fallait respecter cet état de fait. Nous ne devons pas nous adapter à un seul modèle de développement, a-t-il affirmé, avant d'inviter à se souvenir du précédent de l'Union soviétique. Il a expliqué que « l'exportation de ses propres clichés idéologiques en vue de tel ou tel changement » ne saurait aboutir qu'à des reculs. « Nous assistons aujourd'hui à l'exportation de soi-disant révolutions démocratiques. » Il a demandé à ceux qui ont prôné de telles révolutions, notamment en Iraq, s'ils avaient conscience de ce qu'ils avaient fait. « J'en doute. » L'invasion de l'Iraq a eu pour conséquence de créer des « zones d'anarchie » qui ont attiré les extrémistes, dont des anciens soldats irakiens en déshérence.

S'agissant de la situation en Libye, théâtre d'une intervention décidée en violation des résolutions du Conseil de sécurité, le Président de la Fédération de Russie a affirmé que des éléments libyens dits modérés se retrouvaient maintenant aux côtés de Daech qui a été nourri et choyé par ceux qui pensaient qu'ils pouvaient en faire un instrument contre les régimes laïques indésirables, a-t-il affirmé. Il a qualifié « d'hypocrite et d'irresponsable » la position consistant à dénoncer la menace du terrorisme tout en fermant les yeux sur les soutiens apportés aux groupes terroristes. Il est irresponsable de manipuler les réseaux terroristes en espérant les anéantir ensuite, a poursuivi le Président russe.

« Qui manipule qui? » a-t-il demandé, ajoutant que si les terroristes étaient cruels, ils n'étaient pas stupides. M. Putin a déclaré que la Fédération de Russie apportait un soutien à la Syrie et à l'Iraq. « Nous pensons que c'est une énorme erreur de refuser de coopérer avec le Gouvernement syrien et ses forces armées qui combattent le terrorisme si vaillamment. » Il a aussi déploré que la Fédération de Russie se voie accusée d'avoir des ambitions dans la région « comme si ceux qui brandissent de telles accusations n'avaient pas, eux-mêmes, des ambitions ».

Le Président Putin a proposé la création d'une coalition à portée mondiale contre Daech qui rallierait les forces prêtes à agir comme cela avait été décidé face au nazisme. Les pays musulmans en seraient des éléments clefs, a poursuivi M. Putin, car les terroristes profanent l'une de plus grandes religions qui soient: l'islam. Le plus sûr remède qui puisse être apporté au phénomène des réfugiés est le renforcement des structures publiques en place, par la fourniture notamment d'un soutien militaire. « Toute assistance doit être proposée et non pas imposée », a-t-il dit, avant de souligner la nécessité de soutenir ces structures en Iraq et en Libye, ainsi que le Gouvernement légitime syrien.

M. Putin a vivement critiqué la persistance d'une mentalité de guerre froide et la logique de confrontation qui ont abouti à une grave crise en Ukraine, où, à un moment donné, le changement politique a été instrumentalisé. Il faut appliquer de bonne foi les Accords de Minsk et respecter le choix des populations du Donbass, a-t-il dit.

Le Président russe a ensuite déploré le détournement des règles du commerce international au profit de quelques-uns et qui visent à éliminer de manière indue des rivaux commerciaux. « On veut nous mettre devant le fait accompli », a-t-il affirmé, regrettant que certaines négociations commerciales soient menées à l'insu des États.

En ce qui concerne le défi des changements climatiques, M. Putin a jugé que l'introduction de quotas de gaz à effet de serre ne serait pas suffisante et qu'il fallait développer des technologies novatrices, en harmonie avec la biosphère. Il a proposé la tenue d'un forum spécial sous l'égide de l'ONU pour traiter de ces questions, la Fédération de Russie étant prête à jouer un rôle de coordinateur. En conclusion, le Président Putin a affirmé qu'il fallait privilégier la bonne coopération et fait part de sa foi dans la faculté de l'ONU à éviter la confrontation.

Mme PARK GEUN-HYE, Présidente de la République de Corée, a constaté que le monde d'aujourd'hui ne manquait pas de conflits ni de guerres civiles, citant l'émergence de l'État islamique, source d'une inquiétude mondiale qui doit être rapidement traitée.

Mais les changements climatiques constituent une autre menace pour l'humanité, a-t-elle rappelé, comme l'épidémie d'Ebola ou d'autres maladies infectieuses qui causent de très nombreux décès or, personne aujourd'hui, dans ce village mondial, ne peut penser qu'il sera épargné.

Afin de répondre à ces menaces, la République de Corée ne ménage pas ses efforts pour soutenir les Nations Unies, car le « Miracle coréen » doit beaucoup à l'assistance et à la coopération de la communauté internationale, a souligné la Présidente.

S'atteler aux changements climatiques constitue une tâche urgente sur l'agenda de l'ONU qui ne saurait être renvoyée à plus tard, a estimé la Présidente Park. Il est indispensable qu'en décembre à Paris la communauté internationale parvienne à un accord concret: car, selon elle, la lutte contre les changements climatiques n'est pas une charge mais une réelle occasion de lancer les moteurs d'une future croissance basée sur l'innovation technologique.

Pour cette raison, la République de Corée a soumis sa contribution en juin dernier et participera activement aux négociations tout en recherchant une transition vers une économie à basse intensité carbone. Elle est prête également à développer des modèles de croissance industrielle basés sur de nouvelles énergies et à les partager avec les pays en développement.

En tant que pays qui a vécu une guerre dévastatrice et qui reste profondément éprouvé par sa partition, la République de Corée est engagée en faveur de la paix et participe aux efforts de l'ONU pour la préserver, a souligné la Présidente dont le pays a déployé 13 500 soldats dans 18 missions de maintien de la paix de l'ONU. Puisqu'en juin, un accord a pu être trouvé sur le nucléaire iranien, il est temps que la communauté internationale concentre ses efforts sur le nucléaire de la « Corée du Nord », a-t-elle insisté, évoquant les nouveaux actes de provocation de son voisin qui vient encore de violer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Si la République populaire démocratique de Corée devait abandonner ses ambitions nucléaires et choisir la voie de la paix, la République de Corée s'attèlerait avec la communauté internationale à soutenir activement ses efforts pour développer son économie et améliorer la qualité de vie de sa population, a-t-elle assuré.

M. HASSAN ROUHANI, Président de la République islamique d'Iran, a déploré la mort de milliers de pèlerins musulmans au cours du pèlerinage du hadj, victimes de l'incompétence et de la mauvaise gestion des autorités. L'opinion publique exige que les responsables saoudiens honorent rapidement leurs obligations internationales et accordent immédiatement l'accès consulaire pour l'identification rapide des corps et leur rapatriement. Le Président a estimé que les conditions sont réunies pour une enquête indépendante et précise sur les causes de cette catastrophe et les moyens de les prévenir.

Aujourd'hui, un nouveau chapitre sur les relations de l'Iran avec le monde s'ouvre, a poursuivi M. Rouhani, en parlant du Plan d'action global commun (JCPOA) entre l'Iran et six puissances mondiales lequel s'est immédiatement transformé en un instrument international ratifié par le Conseil de sécurité. Du point de vue du droit international, cet instrument crée un précédent où, pour la première fois, deux parties, plutôt que de négocier la paix après la guerre, se sont engagées dans un dialogue avant l'éclatement du conflit. La clef de la réussite est le fait que chaque acteur qui avance des exigences propres et qui ne fait pas de place à l'autre ne peut parler de paix, de stabilité ou de développement. Comme dans le commerce et l'économie où les intérêts des deux parties doivent être pris en compte, en politique et dans les relations internationales, les solutions mutuellement bénéfiques doivent être la base de l'engagement.

Si nous contestons les résolutions injustes et les sanctions qui résultent d'un malentendu ou parfois de l'hostilité ouverte de certains, l'Iran dit: « plus tôt tu arrêteras de faire du mal, plus d'avantages tu tireras ». L'heure où le mal s'arrête à enfin sonné. La résolution 2231 du Conseil de sécurité en dépit de certaines lacunes importantes, constituait un développement important et la base de la fin des sanctions. L'Iran, a répété le Président, n'a jamais eu l'intention de se doter de l'arme nucléaire. Les sanctions étaient donc injustes et illégales. Nous avons prouvé au cours des négociations qu'il n'y avait rien d'autre sur la table de l'Iran que la logique, la raison et l'éthique et là où c'était nécessaire, de la légitime défense contre l'agression. Parallèlement à la

mise en œuvre du Plan d'action, les États dotés de l'arme nucléaire devraient jouer un rôle positif dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et faire en sorte que le « régime sioniste » ne soit plus l'unique obstacle à la réalisation de cette importante initiative.

L'accord nucléaire, qui est un excellent exemple de la « victoire sur la guerre » n'est pas l'objectif final mais peut être la base d'un changement fondamental dans la région. La menace plus grave aujourd'hui est représentée par la volonté des organisations terroristes à se muer en États terroristes. Le Président a donc proposé que la lutte contre le terrorisme soit incorporée dans un document international juridiquement contraignant et qu'aucun pays ne puisse recourir au terrorisme comme moyen d'ingérence dans les affaires intérieures des États. Nous l'avons toujours dit, a affirmé le Président, le seul moyen de déraciner le terrorisme au Moyen-Orient est de s'attaquer à ses causes sociale, économique et culturelle sous-jacentes.

Le Président a proposé le lancement d'un « front uni contre l'extrémisme et la violence » qui créerait un mouvement collectif et mondial pour s'attaquer sérieusement aux problèmes régionaux par le dialogue, qui préviendrait le massacre des populations innocentes et les bombardements de civils, qui fournirait la stabilité en coopération avec les gouvernements et qui renforcerait la diplomatie et la gouvernance démocratique dans la région du Moyen-Orient.

Les problèmes de l'Iraq, de la Syrie et du Yémen persistent, a dit le Président, à cause de la mauvaise politique des nouveaux venus et de la naïveté de certains acteurs transrégionaux. N'oublions pas que ces guerres trouvent leurs racines dans les occupations, les invasions et les interventions militaires d'hier. Si les États-Unis n'avaient pas envahi l'Afghanistan et l'Iraq, s'ils n'avaient pas offert un appui malvenu à l'action inhumaine au « régime sioniste », les terroristes d'aujourd'hui n'auraient aucun argument pour justifier leurs crimes, a souligné le Président.

L'Émir du Qatar, M. TAMIN BIN HAMAD AL-THANI, a jugé encourageante l'adoption, par les États Membres, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, estimant qu'une bonne répartition des fruits du développement était une condition préalable à la réalisation de la justice sociale, à la dignité humaine, et au renforcement de la cohésion des communautés, et par conséquent, l'amélioration de la sécurité.

De la même façon qu'il n'y a pas de stabilité durable sans développement et justice sociale, le développement est également impossible dans des circonstances de guerres et de troubles.

Selon l'Émir, l'absence de consensus international est un obstacle face aux questions importantes, et la sélectivité dans le respect de la justice et du droit international est encore répandue, a-t-il déploré.

Le conflit au Moyen-Orient continuera de poser une constante menace à la paix et à la sécurité internationales en raison de son impact direct sur un grand nombre de crises que connaissent la région et le monde, a-t-il déclaré. La solution juste et durable de la question palestinienne ne peut être reportée à la prochaine génération, a-t-il dit. La réalisation d'un règlement juste et durable qui puisse mettre fin à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et permettre l'établissement d'un État palestinien exige un partenaire israélien pour la paix, un partenaire qui fait défaut, a-t-il estimé.

L'Émir a déclaré que la poursuite de la cause palestinienne sans une solution permanente et juste constituait un stigmate sur la face de l'humanité. La communauté internationale, représentée par le Conseil de sécurité, doit assumer ses responsabilités, prendre une position ferme obligeant Israël à se conformer aux résultats attendus de la paix, à savoir, l'arrêt de toutes les formes d'activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, la levée du siège injuste de la bande de Gaza, la mise en œuvre des résolutions qui reconnaissent au peuple palestinien le droit de reconquérir leurs droits nationaux légitimes et de créer un État palestinien selon les frontières 1967, selon le principe de la solution à deux États.

La crise syrienne génère des conséquences catastrophiques pour le Moyen-Orient, et même le monde, à la lumière de la poursuite des atrocités et des crimes horribles commis par le régime contre le peuple syrien, a-t-il ajouté. Selon l'Émir Al-Thani, le régime syrien a manipulé le concept de terrorisme, en dépeignant des manifestations pacifiques en terrorisme, alors que lui-même pratiquait des actes réels de terrorisme.

Il incombe à la communauté internationale d'arrêter les massacres et de fournir les conditions pour une alternative civile et équitable à la tyrannie. L'échec de la communauté internationale à prendre les décisions et les mesures nécessaires pour mettre fin à cette catastrophe est un crime majeur, a-t-il jugé. Dans ce contexte, le rôle de l'Assemblée générale doit être activé et renforcé.

Il a également estimé que l'accord entre l'Iran et le Groupe 5 + 1 était positif et représentait une étape importante. Il a appelé à aller de l'avant et à désarmer toute la région des armes nucléaires et de destruction massive. Dans ce contexte, et compte tenu de l'importance stratégique de la région du Golfe, la réalisation de la stabilité dans le Golfe est essentielle pour les pays de la région et la communauté internationale dans son ensemble.

L'Émir a par ailleurs assuré que les relations bilatérales entre le Qatar et l'Iran évoluaient de manière régulière sur la base des intérêts communs et de bon voisinage. Selon lui, les antagonismes actuels ne proviennent pas d'un conflit entre chiites et sunnites, mais plutôt de différences résultant d'intérêts politiques ou d'intérêts de forces politiques et sociales qui entretiennent les préjugés sectaires.

Il a affirmé l'engagement de son pays pour l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté du Yémen, et son appui à l'achèvement du processus politique, conformément à l'initiative du Golfe, à son mécanisme de direction, aux résultats du dialogue national en janvier 2014, à la Déclaration de Riyad de mai 2015 et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015).

M. FRANCOIS HOLLANDE, Président de la France, a salué les progrès immenses accomplis depuis la création de l'ONU. Malheureusement, 70 ans après, il y a toujours des tragédies, des conflits et des guerres, et le monde doit relever des défis considérables.

Le Président a évoqué les millions de réfugiés qui fuient au Moyen-Orient et en Afrique; le terrorisme qui frappe les populations civiles; les conflits qui demeurent sans règlement depuis des années; les catastrophes naturelles, « les îles qui vont bientôt disparaître, les glaciers qui fondent et les dérèglements climatiques ».

La France, qui « ne refuse jamais son concours » dans beaucoup de domaines, « a voulu la Conférence sur le climat à Paris », a assuré M. Hollande. « Nous devons nous poser une seule question: l'humanité est-elle capable de prendre la décision de préserver la vie sur la planète? » Si ce n'est pas décidé à Paris, « ce sera trop tard pour le monde », a-t-il averti.

Les choses ont bien avancé depuis plusieurs mois, a reconnu le Président en saluant notamment les États-Unis et la Chine qui ont pris « des engagements qui contribuent à changer la donne ». M. Hollande, auquel on demande souvent son « pronostic », a affirmé que « rien n'est gagné pour l'accord à Paris », mais que « tout reste possible ». Pour cela il faut trois conditions. Premièrement, il faut pouvoir conclure un accord universel contraignant et différencié. À ce jour, a-t-il précisé, 90 États représentant 80% des émissions de gaz à effet de serre ont remis leurs contributions nationales. Il a donc invité « l'autre moitié du monde » à répondre.

Deuxièmement, a poursuivi le Président, il faut être capable d'inscrire notre action dans la durée. « Paris ne devra pas être un aboutissement mais un point de départ », a-t-il estimé. Il a préconisé un mécanisme de révision intégré à l'accord pour mesurer tous les cinq ans nos contributions nationales et nous assurer qu'à la fin du siècle « la planète ne se sera pas réchauffée de plus de 2 degrés ».

Troisièmement, les pays développés auront à apporter des engagements financiers pour que les pays en développement puissent s'adapter aux changements climatiques. À cette fin, il faudra rassembler 100 milliards de dollars en 2020, a prévenu M. Hollande. L'OCDE fera une première estimation et il faudra continuer à mobiliser la Banque mondiale, les institutions financières, les États et les acteurs privés pour atteindre ce chiffre. « Chacun doit montrer l'exemple et la

France n'échappe pas à cette règle », a-t-il dit. Il a annoncé que les financements annuels de la France pour le climat, qui sont de 3 milliards aujourd'hui, dépasseront 5 milliards en 2020 sous la forme de prêts mais aussi de dons.

Mais s'il faut que le monde soit vivable à la fin du siècle, il faut aussi qu'il soit « déjà supportable aujourd'hui », a continué le Président français. « La Syrie appelle une fois encore notre mobilisation et notre intervention », a souligné M. Hollande en évoquant la tragédie qui frappe la population syrienne et a fait 250 000 victimes. Or, « le drame syrien a commencé avec la révolution qui a voulu mettre en cause la dictature de Bachar al-Assad », a martelé le Président. Il a fait remarquer qu'« avant, il n'y avait pas de terroristes, de réfugiés, de déplacés ». Huit millions de personnes n'ont pas fui simplement une guerre mais le régime de Bachar al-Assad, a-t-il insisté. « C'est ce même régime qui déverse des bombes sur des populations civiles innocentes. »

Ce n'est pas parce qu'un groupe terroriste massacre, pille, viole qu'il devrait y avoir « pour autant une forme de pardon et d'amnistie pour le régime qui a créé cette situation », a continué le Président. Il a estimé qu'aucune solution ne pourra être trouvée hors d'un processus politique. La France qui entend prendre ses responsabilités a entrepris une action armée; elle n'écarte aucun pays. « Nous voulons travailler avec tous ceux qui le voudront », a assuré M. Hollande, en souhaitant une large coalition. « Une telle coalition doit avoir une base claire ou elle ne verra jamais le jour », a-t-il toutefois considéré. D'après lui, cette base a été donnée à Genève il y a plus de trois ans et il faut l'utiliser. « On ne peut pas faire travailler ensemble les victimes et les bourreaux », a répété M. Hollande. « Assad est à l'origine du problème ; il ne peut pas faire partie de la solution. »

Enfin, « nous devons aussi penser à tous les réfugiés qui commencent aujourd'hui une longue marche ». Le Président a constaté que 80% des réfugiés dans le monde sont au Sud et que c'est le Sud qui assure la solidarité. « Ce sont les plus démunis qui accueillent les plus pauvres », a-t-il dit. « Pour éviter les drames, il faut agir. » L'Europe fait son devoir en accueillant des réfugiés de Syrie, d'Iraq, d'Érythrée et du Soudan, a précisé M. Hollande. Le monde doit aider les réfugiés, a-t-il ajouté, en proposant de doter davantage le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'aider les pays voisins, comme le Liban, la Jordanie et la Turquie, ainsi que les pays de transition en Afrique. Pour sa part, la France a augmenté de 100 millions d'euros son appui.

« La légitimité d'une organisation comme l'ONU repose sur la crédibilité », a souligné M. Hollande. « Nous n'échapperons pas à une réforme », a-t-il estimé, en plaidant pour l'élargissement du Conseil de sécurité et une représentation différente en son sein. Il a rappelé que la France s'est engagée à ne jamais utiliser son droit de veto lorsqu'il y a des atrocités de

masse. « Nous devons agir ! Nous pouvons agir pour régler les drames d'aujourd'hui et sauver la planète demain », a-t-il conclu.

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'ONU, M. FILIPE JACINTO NYUSI, Président du Mozambique, a constaté que malgré les succès, l'Organisation n'avait pas réussi à garantir la paix et la sécurité internationales. D'anciens et de nouveaux défis émergent, des conflits inter et intra-étatiques prolifèrent et le phénomène du terrorisme prend de l'ampleur. Pour lui, ces échecs ne doivent pas être considérés comme des fatalités mais plutôt comme des défis à relever au-delà des mots, par des actes et des actions concrets, tangibles, structurés et concertés de la communauté internationale. « L'engagement à agir », qui est le thème de cette année, devrait s'appuyer davantage sur la diplomatie préventive, et mettre en place des plateformes de dialogue entre cultures et civilisations en tant qu'outil de promotion de la tolérance et de la paix.

S'agissant du développement, le Mozambique, qui a fait des progrès remarquables sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), se réjouit de l'adoption du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 « qui défend la dignité humaine par la lutte contre la pauvreté ainsi que la protection des personnes et de la planète ». Toutefois, le succès de ce Programme passe par une mobilisation des ressources nécessaires; le respect du principe de responsabilité commune mais différenciée; des partenariats qui honorent les engagements pris; une aide au développement sans conditions politiques ainsi que des transferts de technologies vers les pays en développement, a précisé le Président Nyusi. Il a également insisté sur la notion d'appropriation nationale.

Quant à la question de l'efficacité et de la pertinence de l'ONU aujourd'hui, il a déclaré qu'il « n'était pas compréhensible que les Nations Unies soient un obstacle à la mise en œuvre de leur propre mandat », en précisant qu'il aurait fallu pouvoir également célébrer cette année la finalisation du processus de réforme du Conseil de sécurité ce qui représente, selon lui, l'un des piliers du succès du nouveau Programme. S'agissant de la crise humanitaire « sans précédent » des réfugiés et migrants, M. Nyusi a estimé qu'on n'arrivera à rien si l'on continue à chercher des mesures à court terme qui ne font que répondre « à la manifestation du problème », comme le besoin de limiter le flux de réfugiés. Il faut s'attaquer aux causes profondes de la crise, a-t-il exigé. Le Président a également saisi cette occasion pour annoncer que son pays avait enfin finalisé son programme de déminage.

Soixante-dix ans après sa création, l'ONU reste, pour le Roi WILLEM-ALEXANDER des Pays-Bas, une organisation dont les activités contribuent toujours à améliorer le monde, et la première organisation internationale de la paix, de la justice et du développement. « Félicitations et merci pour avoir combattu pendant 70 ans le cynisme et le fatalisme », a déclaré le Roi, dont le pays est candidat à un poste non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2017-

2018. Reconnaisant le rôle capital joué par l'Organisation, il l'a invité toutefois à se pencher sur « les objectifs qu'elle n'a pas pu atteindre ».

Les Pays-Bas sont préoccupés par le mépris des droits de l'homme et la terreur qui prévalent dans certaines régions où des millions de personnes désespérées ont été déplacées, forcées de fuir la violence. « Ce sont les victimes innocentes de l'intolérance, d'un comportement affligeant de tyrans », s'est-il indigné avant de souligner que cela remet en cause des années de travail pour le développement durable et qu'on ne pouvait plus regarder ailleurs.

En tant que l'un des plus grands donateurs humanitaires, les Pays-Bas lancent un appel aux autres nations pour qu'elles soutiennent aussi les Nations Unies. Les Pays-Bas plaident également pour plus d'efficacité et d'efficience dans les efforts collectifs de paix et de sécurité. Pour le Roi Willem-Alexander, c'est bien souvent le manque d'opportunités qui pousse des jeunes gens vers les organisations terroristes. La discrimination et l'exclusion sont, selon lui, les causes profondes des maux du monde et, pour y remédier, il a proposé une approche en « 3D »: une combinaison entre défense, développement et diplomatie. Dans ce domaine, les Pays-Bas ont une longue expérience, a-t-il assuré. Fier de représenter le pays hôte de la Cour pénale internationale, le Roi a insisté sur l'importance de la lutte contre l'impunité.

Revenant à la catastrophe aérienne du vol Malaysia Airlines 17, pour laquelle des centaines de familles malaisiennes, australiennes et hollandaises sont toujours en deuil, il a rappelé qu'elles attendaient toujours les résultats de la résolution 2166 du Conseil de sécurité qui exige que les responsables de cet incident soient traduits en justice et que tous les États coopèrent pleinement à l'enquête. Les Pays-Bas ne ménageront aucun effort tant que justice ne sera faite, a-t-il assuré. Aucune organisation ne peut rester pertinente sans s'adapter aux nouvelles circonstances, a souligné le Roi qui a jugé particulièrement important pour l'ONU qu'elle fasse le bilan de ses propres performances et se pose la question de savoir si ses méthodes de travail sont toujours appropriées. « Un tel examen est devenu urgent au bout de 70 ans », a-t-il estimé. Le Conseil de sécurité, a-t-il insisté, doit être en mesure d'agir plus énergiquement face aux atrocités de masse et faire preuve de plus de retenue dans le recours au veto. À cet égard, il a salué la proposition de la France.

Allant plus loin, il a abordé la question de la légitimité du Conseil de sécurité où beaucoup de peuples ne se sentent suffisamment représentés, en particulier l'Afrique. « Cela doit changer », a estimé le Roi.

M. NURSULTAN NAZARBAYEV, Président du Kazakhstan, a d'emblée proposé pour le centenaire de l'ONU, un plan stratégique 2045 en faveur de l'accès de tous aux infrastructures, aux ressources et aux marchés, et en faveur de la reddition des comptes s'agissant des politiques de développement humain. Le Président a proposé de transformer le Conseil

économique et social (ECOSOC) en un « Conseil mondial de développement » qui serait une sorte de « gendarme économique » travaillant à la croissance dans le monde. Le Président a aussi rappelé l'idée, discutée aujourd'hui au Forum économique d'Astana, d'un plan mondial anticrise. En la matière, nous devrions commencer par des règles claires sur les émissions et l'échange des devises. Notre monde a en effet besoin d'« instruments qualitativement novateurs », a dit le Président qui a plaidé pour la création d'une « monnaie supranationale » qui serait plus pertinente pour les cibles du Programme de développement durable et la prospérité.

Le Président a aussi proposé la rédaction d'une « déclaration universelle des Nations Unies pour la création d'un monde exempt d'armes nucléaires » et, face au défi de l'érosion du droit international et de l'affaiblissement des institutions mondiales, il a jugé nécessaire de prévenir les sanctions arbitraires contraires à la Charte. Il n'y a pas d'alternative à l'ONU, a insisté le Président, en rappelant que son pays a toujours défendu le règlement pacifique de la crise ukrainienne et la pleine mise en œuvre des Accords de Minsk. Il a proposé la convocation en 2016 d'une conférence internationale de l'ONU au plus haut niveau pour réaffirmer les principes du droit international. Il a aussi proposé la création, sous les auspices de l'ONU, d'un réseau mondial contre le terrorisme qui serait précédé d'un document global contre le terrorisme. Le Président a enfin annoncé la tenue en 2017 à Astana d'une exposition intitulée « Future Energy ». Revenant à son plan stratégique 2045, il a estimé que le meilleur moyen de le mettre en œuvre serait de développer, sous les auspices de l'ONU, le concept de « NEW FUTURE ». Le Président n'a pas oublié de mentionner la candidature du Kazakhstan à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2017-2018. Le centre de la croissance étant aujourd'hui en Asie, continent qui abrite deux tiers de la planète et où d'énormes ressources sont concentrées, le Président a proposé de déménager le Siège de l'ONU en Asie.

M. ENRIQUE PEÑA NIETO, Président du Mexique, a rappelé que son pays avait une tradition de médiateur dans les conflits de sa région, et qu'il avait toujours promu la solution pacifique des différends. Il a salué le rétablissement récent des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis et a souhaité la fin de l'embargo contre Cuba. Il s'est également félicité de l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes. Le Mexique, a poursuivi le Président, est fier de siéger au Conseil des droits de l'homme de 2014 à 2016, et de recevoir bientôt la visite du Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

M. Peña Nieto s'est dit préoccupé par « les nouveaux populismes », de gauche comme de droite, qui menacent le monde du fait des inégalités croissantes, de la crise économique mondiale et de la frustration sociale qui en résulte. Dans cette seconde décennie du XXI^e siècle, « nous ne devons pas répéter les erreurs qui ont causé tant de douleur au monde durant le siècle passé », a-t-il mis en garde. Selon lui, il est temps de réaffirmer les principes qui sont à l'origine de la création de l'ONU. « Nos sociétés méritent que soient respectés les migrants, les

femmes, toutes les races et religions, la diversité et la pluralité politique, et, plus que tout, la dignité humaine », a-t-il ajouté, en mettant l'accent sur « la valeur de la confiance ».

Le Président du Mexique a estimé que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Cadre de Sendai pour la réduction du risque des catastrophes naturelles sont « des décisions historiques qui promeuvent un nouveau paradigme, un changement dans la façon dont pensent et agissent les nations ». Dans la perspective de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, le Mexique a en outre été le premier pays en développement à annoncer ses contributions, s'est-il félicité.

Évoquant la réforme et la modernisation du Conseil de sécurité, M. Peña Nieto a jugé « inacceptable que l'on continue à utiliser le droit de veto à des fins exclusivement nationales en freinant l'action internationale ». Il a appuyé l'initiative de la France en vue de limiter le recours au droit de veto dans les cas de violations graves du droit international et des droits de l'homme que constituent les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide.

Notant ensuite que des millions de gens immigrent « à la recherche de meilleures conditions de vie », le Président mexicain a souhaité la création d'un cadre mondial de protection des droits des migrants et une réponse globale initiée par les Nations Unies.

Par ailleurs, il a considéré que l'humanité devait revoir sa perception du problème mondial des drogues et se pencher sur la question de façon « plus efficace, plus juste et plus humaine ». À la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les drogues, qui aura lieu l'année prochaine, la communauté internationale devra « rompre avec l'inertie » et développer des politiques centrées sur le bien-être et la dignité des personnes, a-t-il insisté.

M. ANÍBAL ANTÓNIO CAVACO SILVA, Président du Portugal, s'est félicité de l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable et rappelé que 17 ans après le Protocole de Kyoto, 2015 serait une année clef pour la lutte contre les changements climatiques. Il est impératif de parvenir à Paris, en décembre, à un accord mondial, équitable et contraignant pour tous, a-t-il insisté. Compte tenu de l'histoire du Portugal, a souligné son Président, les océans jouent un rôle de première importance. Le Portugal a d'ailleurs présidé le Groupe de travail des Nations unies sur la définition d'un système d'informations fiable et précis sur l'environnement maritime. La publication du premier rapport d'évaluation globale sur l'état des océans a constitué, à cet égard, un pas dans la bonne direction, a-t-il estimé, promettant l'engagement de son pays dans la préparation d'un instrument juridiquement contraignant de conservation et de préservation des ressources maritimes dans les eaux internationales.

Face à la multiplication des crises et des affrontements violents dans le monde, le Président du Portugal a estimé que le Conseil de sécurité avait un rôle essentiel à jouer mais qu'il devait

refléter l'état du monde, ce qui impose d'augmenter le nombre de pays membres, permanents et non permanents, et de revoir ses méthodes de travail. La résolution des crises en Syrie, en Iraq et en Libye, en particulier, avec le flot de réfugiés qu'elles suscitent, le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, ne peut plus demeurer l'otage des blocages qui prolongent et aggravent la misère et les souffrances des populations, a insisté M. Cavaco Silva.

« Comment peut-on comparer le monde d'aujourd'hui à celui de nos grands-parents? » a demandé M. LARS LØKKE RASMUSSEN, Premier Ministre du Danemark. La réponse est simple: des millions de personnes sont sorties de la pauvreté et de plus en plus d'enfants ont été scolarisés et même le nombre et l'ampleur des conflits armés sont sur le déclin. Pourtant cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de nouveaux défis à relever. « Nous vivons dans un monde en évolution où les conflits restent la plus grande menace pour l'humanité, notre planète est mise sous pression et l'extrémisme est en montée », a constaté le Premier Ministre pour lequel, dans ce monde complexe, il n'existe pas de solution toute faite. Pour son gouvernement, la paix et la sécurité restent une priorité absolue, et il a regretté que trop souvent la coopération et le dialogue soient remplacés par l'usage de la force. Dénonçant les violations inacceptables du droit international et du principe d'intégrité territoriale, il a expliqué que le Gouvernement danois continuait d'appuyer les efforts visant un règlement politique en Syrie et qu'il faisait partie de la coalition internationale contre Daech. En Afrique, le Danemark a décidé de revoir à la hausse sa contribution à la Mission de l'ONU au Mali.

Tous ces conflits ont pour conséquence des flux de réfugiés sans précédent et « nous devons les protéger », a déclaré M. Rasmussen pour lequel il s'agit d'une responsabilité collective que le Danemark prend très au sérieux. Il en a voulu pour preuve que l'année dernière, son pays était le deuxième pays européen à accueillir le plus de réfugiés syriens.

Les motivations des migrants économiques sont compréhensibles, selon lui. Il a insisté sur le fait que la réponse doit impérativement passer par une croissance inclusive de toutes les nations. À cet égard, le Danemark tient à remarquer qu'il a systématiquement honoré l'engagement pris d'allouer 0,7% de son PNB à l'aide publique au développement (APD) et qu'il vient d'allouer 100 millions d'euros supplémentaires aux efforts humanitaires pour faire face à la situation des réfugiés syriens. M. Rasmussen en appelle à tous les États pour revoir à la hausse leur APD.

M. Rasmussen a également abordé la question de la crédibilité des Nations Unies et a estimé qu'il fallait un Conseil de sécurité qui puisse réellement faire face aux conflits en temps et en heure et qui soit le reflet du monde tel qu'il existe aujourd'hui.

S'agissant des droits de l'homme, « qui sont le fondement de la liberté et de la justice dans le monde », il a regretté que beaucoup de personnes ne vivent toujours pas en démocratie. Les

femmes sont, selon lui, le moteur du développement durable et, par conséquent, le Danemark est un fervent défenseur du droit de la femme. Dans cet esprit, il organisera l'année prochaine une conférence sur le rôle des femmes dans le développement durable, a dit le Premier Ministre qui a aussi rappelé que le Danemark se portait candidat au Conseil des droits de l'homme pour la période 2019-2021.

Abordant la question du développement durable, il a lancé un appel à l'action qui nécessitera des financements importants qui ne pourront être levés qu'en partenariat avec le secteur privé et la société civile. À ce titre, il a espéré que sur la question des changements climatiques, qui font intrinsèquement partie de l'agenda du développement durable, il sera possible de parvenir à un accord ambitieux et juridiquement contraignant à Paris en décembre.

Au cours des 70 dernières années, les progrès ont été remarquables et nous sommes tombés d'accord sur un nouveau Programme. Maintenant il faut agir pour prouver « à nos petits enfants que nous sommes à la hauteur des promesses faites ».

M. HAILEMARIAM DESALEGN, Premier Ministre de l'Éthiopie, a estimé que les adoptions, à quelques mois d'intervalle, du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, et des objectifs de développement durable, témoignent d'un véritable tournant dans l'histoire des Nations Unies. Prenant note de la « volonté politique » à l'œuvre sur le plan multilatéral, le Chef de gouvernement s'est déclaré confiant qu'un accord contraignant sur le climat serait adopté à la Conférence des États Parties à la Convention-cadre qui se tiendra en décembre à Paris. Insistant sur les contributions régulières de son pays aux buts et objectifs de la Charte de l'ONU, M. Desalegn s'est dit heureux de noter que l'Éthiopie est désormais le second plus important contributeur aux opérations de maintien de la paix.

Parcourant les 70 années d'existence de l'ONU, le Premier Ministre a prévenu que ce qui a été fait jusqu'ici est très loin des défis « herculéens » qu'il reste à relever et des nombreuses lacunes de l'ONU qu'il faudra combler. Une chose est sûre, a-t-il concédé, le monde ne peut se permettre de vivre sans les Nations Unies. Mais les pères fondateurs n'avaient pas prévu la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent ni les conséquences dévastatrices des changements climatiques et d'autres défis émergents de notre temps. La nécessité de réformer l'ensemble du système des Nations Unies est reconnue depuis longtemps. Il est essentiel de faire en sorte que l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, se mette à la hauteur des objectifs « historiques » de développement durable. Le Premier Ministre a plaidé pour une pleine représentation de l'Afrique dans les organes décisionnels de l'ONU, y compris le Conseil de sécurité, comme le prévoient le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

L'Éthiopie, a conclu le Premier Ministre, s'est engagée dans une voie ambitieuse avec pour objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2023. Nous avons aussi l'intention, a-t-il ajouté, de parvenir à une croissance neutre en carbone en privilégiant une économie verte résiliente, telle qu'inscrite dans notre plan de développement national. Encourageants, les résultats obtenus en ce sens au cours des cinq dernières années ont poussé le Gouvernement à en faire davantage et à adopter un second plan de croissance et de transformation qui sera mis en œuvre prochainement, a annoncé M. Desalegn.

M. YOWERI KAGUTA MUSEVENI, Président de l'Ouganda, a rappelé qu'il n'y a pas longtemps la race humaine était divisée entre un petit groupe de grandes puissances, d'un côté, et un grand nombre de pays sous-développés, de l'autre. « Les ODD proclament aujourd'hui de manière ambitieuse l'importance du concept de la prospérité universelle, une première dans l'histoire de l'humanité », a-t-il constaté. Il s'est félicité de l'emploi de l'expression « transformation économique » qu'il a préféré « aux mots vagues comme développement durable ». Concernant la question de la paix mondiale, le Président a évoqué l'expérience de son pays en se référant à la Bible: « on récolte ce que l'on a semé ». L'Ouganda a eu, entre 1966 et 1986, de nombreux problèmes sécuritaires, dont nombre d'exécutions extrajudiciaires, mais « a toujours tenu à construire ses propres capacités, sans s'appuyer sur l'aide extérieure ». M. Kaguta Museveni a mis en garde les délégations contre le danger d'être « les marionnettes des acteurs extérieurs ». En conclusion, il a souhaité « que les Nations Unies ne deviennent pas partie du problème mais de la solution ».

Mme MICHELLE BACHELET JERIA, Présidente du Chili, a appelé à la solidarité internationale pour faire face aux nombreuses crises, particulièrement celles qui affectent les populations civiles contraintes de fuir leur pays pour sauver leur vie et espérer un avenir meilleur.

Son gouvernement, a-t-elle annoncé, a décidé d'accueillir des réfugiés syriens et va étendre sa coopération avec l'Afrique, en participant dès 2016 aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies sur le continent.

Pour Mme Bachelet, cette soixante dixième session de l'Assemblée générale restera dans les annales comme le moment important où la communauté internationale sera parvenue à s'entendre sur l'Agenda 2030, programme « prometteur et contraignant » qui entend en finir avec l'injustice sous toutes ses formes, principal défi posé à l'Amérique latine « et bien sûr au Chili », a-t-elle insisté.

C'est là l'occasion de s'attaquer aux « marques de désespoir » et au « manque de confiance » dans les institutions qui infusent nos sociétés, a-t-elle poursuivi.

Si le développement durable ressort en premier lieu de la responsabilité des individus, y parvenir suppose aussi un environnement favorable qui ne peut être garanti par un pays, isolément des autres. Commerce international, flux financiers asymétriques et volatiles, dettes, les pays les plus pauvres vont éprouver « de grandes difficultés » à atteindre les objectifs convenus, a estimé Mme Bachelet. Par conséquent, pour se donner une chance, il faut commencer à renforcer le système et les institutions de coopération multilatérale.

Pour avoir siégé au Conseil de sécurité en 2014 et 2015, le Chili réaffirme sa conviction qu'il faut une réforme du Conseil, en augmentant le nombre de ses membres permanents et en limitant le droit de veto « au moins lorsqu'il y a crimes contre l'humanité », a-t-elle indiqué.

Enfin, dans la perspective de la Conférence de Paris sur le climat, fin décembre, Mme Bachelet a réaffirmé l'engagement du Chili à réduire de 30% ses émissions de CO2 d'ici à 2030 et même de 45% « si nous pouvons compter sur un soutien international ». « L'Agenda nous offre un horizon partagé, maintenant à nous de jouer », a-t-elle lancé.

M. RAÚL CASTRO RUZ, Président de Cuba, a dénoncé le fait que malgré la création de l'ONU, il y a 70 ans, les guerres d'agression, l'ingérence dans les affaires internes des États, les coups d'États « doux » et la recolonisation de territoires n'ont cessé d'être à l'ordre du jour, sous prétexte de violations des droits de l'homme et par le recours à des méthodes non classiques et aux nouvelles technologies. « La jouissance des droits de l'homme reste une utopie pour des millions de personnes et on refuse à l'humanité de vivre en paix et de lui reconnaître le droit au développement », a encore dit M. Castro Ruz. Pour lui, c'est dans la pauvreté et les inégalités qu'il faut aller chercher les causes de conflits et l'engagement pris, en 1945, de « favoriser le progrès social et de meilleures conditions de vie » reste une chimère quand on sait que 795 millions de personnes ont faim, que 781 millions d'adultes sont analphabètes et que 17 000 enfants meurent tous les jours de maladies curables tandis que les dépenses militaires mondiales se chiffrent chaque année à 1,7 milliard de dollars. Il a également remarqué la disparition « de l'État providence » au profit de systèmes électoraux régis par l'argent et la publicité.

S'agissant des changements climatiques, il a mis l'accent sur le fait que tous les pays n'en sont pareillement responsables. Par conséquent, M. Castro Ruz a demandé un traitement spécial et différencié ainsi que des technologies et des ressources financières pour les pays les plus vulnérables, comme les petits États insulaires en développement.

Rappelant l'adoption de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix par les pays de la CELAC en janvier 2014, il a saisi cette occasion pour réaffirmer la solidarité de Cuba avec le Venezuela et l'Équateur face « aux tentatives de déstabilisation. Cuba rejette les visées de l'OTAN de « s'étendre jusqu'aux frontières de la

Russie et les sanctions unilatérales imposées injustement à cette nation ». Le Gouvernement cubain se félicite par contre de l'accord nucléaire avec l'Iran qui prouve que le dialogue et les négociations sont le seul instrument efficace pour régler les différends. Abordant également les conflits au Moyen-Orient, M. Castro Ruz a accusé les tentatives de déstabilisation de l'OTAN de provoquer les vagues de réfugiés qui déferlent depuis des semaines en Europe. « L'Union européenne doit assumer pleinement et sans retard ses responsabilités vis-à-vis de cette crise humanitaire qu'elle a contribué à générer », a-t-il déclaré.

S'agissant de la reprise des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, le Président a affirmé que c'était le fruit de 56 ans de résistance du peuple cubain. « S'enclenche maintenant une évolution longue et complexe vers la normalisation des relations, laquelle ne sera véritable que lorsque le blocus économique, commercial et financier sera levé et que le territoire occupé illégalement par la base navale américaine dans la baie de Guantanamo sera rendu », a précisé le Président Castro Ruz qui a également demandé, au nom de son peuple, une indemnisation pour les pertes humaines et économiques qu'il a subies.

M. JACOB ZUMA, Président de l'Afrique du Sud, a estimé que « l'Assemblée générale continue de donner une voix aux sans-voix et aux opprimés ». À cet égard, il s'est félicité de voir le drapeau palestinien flotter au Siège de l'ONU. Notant que le soixante-dixième anniversaire de l'ONU coïncide avec le dixième anniversaire du Document final du Sommet mondial de 2005, il a salué les mesures prises pour réformer l'Organisation. Il a toutefois regretté la quasi-absence de progrès en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité.

En effet, M. Zuma a jugé « inacceptable et injustifiable » le fait que plus d'un milliard de personnes en Afrique soient encore « exclues en tant que membres permanents du Conseil de sécurité ». Un continent avec une population inférieure à celle de l'Afrique est représenté dans cet organe par trois pays ayant le statut de membres permanents, a-t-il ainsi fait remarquer. « L'ONU ne peut prétendre que le monde n'a pas changé depuis 1945 », a-t-il insisté. « Nous ne sommes plus des colonies. Nous sommes des États souverains libres et indépendants. »

Le Président a aussi estimé que le Conseil des droits de l'homme devrait garantir un équilibre entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Ce doit être « un mécanisme indépendant et impartial », a-t-il ajouté. Il a assuré que l'Afrique du Sud continuera de combattre le fléau du racisme, de la xénophobie, de la discrimination raciale et de l'intolérance qui y sont associées.

Évoquant les conflits en Afrique, M. Zuma a de nouveau souhaité que le Conseil de sécurité prenne en compte les vues du continent africain et de ses organisations sous-régionales. D'après lui, la situation actuelle en Libye et dans le Sahel est directement liée au fait

que « certains membres du Conseil n'ont pas écouté les conseils de l'Union africaine ». Il a également considéré que le principe de la responsabilité de protéger a été « abusé par des intérêts politiques étroits n'ayant rien à voir avec les aspects fondamentaux de la prévention des atrocités de masse ».

Le Président sud-africain a salué l'accord de paix récemment signé par les parties au Soudan du Sud et a demandé à l'ONU d'appuyer le peuple soudanais alors qu'il s'efforce de surmonter ses défis. Par ailleurs, M. Zuma a salué l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui reconnaît clairement le principe de responsabilité commune mais différenciée. Pour l'Afrique du Sud, qui préside le Groupe des 77, un accord à Paris sur le climat qui serait « vide et faible » ne serait pas acceptable, a-t-il averti.

M. ABDEL FATAH AL-SISI, Président de l'Égypte, a présenté une initiative qu'il se prépare à lancer, en coordination avec les Nations Unies et les États Membres, à destination de la jeunesse. Baptisée HAND selon l'acronyme anglais (Hope and action for a New Direction - Espérer et Agir pour une Nouvelle Direction), elle représentera la main tendue par l'Égypte pour abattre les forces extrémistes et leurs idées, a-t-il expliqué. Alors que les efforts pour contrer le terrorisme sont essentiellement défensifs, HAND permettrait d'explorer des alternatives positives qui détourneraient les jeunes des extrémistes en mobilisant leurs capacités de création.

Dieu a créé l'humanité avec un esprit pour la rendre capable de choisir, a dit le Président Al-Sisi: face à cette réalité, les arguments des extrémistes de toutes religions s'effondrent. Mais alors que « plus d'un milliard et demi » de Musulmans refusent de souscrire aux vues d'une minorité qui prétendrait parler en leur nom, « combien devront tomber, victimes des atrocités du terrorisme et de l'extrémisme » avant que le monde ne reconnaisse que musulmans et non-musulmans partagent le même ennemi, a-t-il lancé.

M. Al-Sisi a cité la Libye et sa longue spirale descendante, exprimant les « grandes inquiétudes » de son pays pour l'avenir de son voisin et sa sécurité. Il a également invoqué la Syrie, et « la manière dont les extrémistes ont exploité les aspirations légitimes du peuple » pour parvenir à leurs fins, excluant finalement tous les autres protagonistes.

Puisque les organisations terroristes n'hésitent pas à exploiter les crises politiques à leur avantage, le Président a mis en garde contre le danger de la propagation de la menace à d'autres crises et à d'autres régions, en premier lieu à la Palestine. Résoudre ce conflit, a-t-il insisté, et garantir au peuple palestinien l'exercice de son droit à l'autodétermination et à un État souverain, « éliminerait l'un des principaux facteurs de déstabilisation de la région ».

Mme SIMONETTA SOMMARUGA, Présidente la Confédération suisse, a souligné que l'ONU avait atteint son but premier, épargner à la génération des dirigeants actuels une guerre

mondiale. « À l'heure du bilan, nous devons cependant rester critiques, a-t-elle ajouté, notant qu'aujourd'hui il y a 60 millions de personnes déplacées, « soit plus qu'il n'y en a jamais eu depuis la création de l'Organisation ». Mme Sommaruga a également déploré que le réchauffement climatique soit venu s'ajouter aux autres défis mondiaux et que les pays aient échoué à faire de l'État de droit la norme et à mettre un terme à la corruption. Elle est revenue sur la crise des réfugiés syriens en prévenant que la communauté internationale serait jugée sur la façon avec laquelle elle saura relever ce « terrible défi humanitaire ». « Nous savons tous que face à la pauvreté et aux défis migratoires, aux conflits, au terrorisme, au crime organisé, aux changements climatiques, l'action collective est indispensable aux besoins des États et de leurs citoyens », a déclaré la Présidente de la Suisse.

Elle a prôné le renforcement des piliers « développement et paix et sécurité », en considérant qu'aucun conflit ne pouvait être résolu par une approche purement militaire. « L'ONU doit fonder chacune de ses interventions sur une stratégie politique visant à apporter une solution durable au conflit », a-t-elle affirmé. Après avoir insisté sur la nécessité de renforcer tout autant le pilier « droits de l'homme » de l'ONU et le « système humanitaire » international, Mme Sommaruga a conclu en rappelant l'attachement de la Suisse à la rénovation du Palais des Nations, à Genève qui permettra de doter l'ONU d'infrastructures performantes et d'utiliser ce lieu d'une manière encore plus efficace, comme un instrument au service de la paix, des droits de l'homme et du développement durable, a-t-elle dit.

Pour M. ROBERT MUGABE, Président du Zimbabwe, alors que le monde a profondément changé depuis 1945, les Nations Unies et l'architecture même de la gouvernance mondiale sont restées les mêmes. « Cette hiérarchie archaïque entre les nations » risque d'éroder la confiance et le soutien dont bénéficie l'ONU, a-t-il prédit, s'avouant « déçu » que ce soixante-dixième anniversaire ait raté l'occasion d'engager une réforme du Conseil de sécurité et de répondre ainsi aux attentes d'une « majorité » de pays.

« Je veux réitérer ici le profond attachement de l'Afrique à la réforme du Conseil de sécurité », a-t-il martelé, en appelant les « vrais amis de l'Afrique et tous ceux qui ont foi en la justice ». De même, le Président Mugabe a réclamé une « revitalisation » de l'Assemblée générale, « seul organe universellement représentatif et démocratique », qui devrait jouer un « rôle plus significatif » dans la désignation du Secrétaire général, a-t-il estimé.

M. Mugabe a par ailleurs dénoncé les tentatives d'imposer « de nouveaux droits contraires à nos valeurs, traditions et croyances ». Au plan international, il a souhaité que l'ONU « finalise le processus de décolonisation » du Sahara occidental et qu'elle « prenne ses responsabilités » au Moyen-Orient pour mettre un terme à un conflit insensé.

La situation « tragique » des réfugiés qui arrivent en Europe, fuyant pour la majorité d'entre eux la Syrie et d'autres zones de guerre, aurait pu être évitée, a-t-il estimé, par le respect de l'indépendance des pays et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Dans le cas de la Libye, « nous assistons aux conséquences d'un abus d'autorité de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies » qui a « ignoré » le point de vue des organisations régionales dont l'Union africaine.

Avant de conclure, le président du Zimbabwe a dénoncé les sanctions « illégales » imposées par l'Union européenne et les États-Unis à son pays et réclamé en conséquence leur levée immédiate.

Mme CRISTINA FERNÁNDEZ DE KIRCHNER, Présidente de l'Argentine, s'est félicitée de la résolution adoptée le 10 septembre 2015 par l'Assemblée générale, par 136 voix pour, pour approuver les principes fondamentaux applicables à la restructuration de la dette souveraine, y voyant un véritable « triomphe ». Elle a énoncé les principes qui doivent régir les négociations et le règlement de la dette, comme le respect de la souveraineté des pays, la bonne foi, la transparence ou encore l'impartialité. Elle a rappelé que le défaut de paiement de l'Argentine, en 2001, a été causé par un endettement qui avait commencé en 1978 après le coup d'État.

Après que le Gouvernement a repris les commandes de l'économie, le 25 mai 2003, un processus de désendettement a pu commencer avec une première restructuration en 2005 puis une autre en 2010, a-t-elle rappelé. N'oublions pas que la croissance la plus forte était dans les pays émergents, chez les « géants », a-t-elle dit en parlant des pays asiatiques comme la Chine. L'Argentine, a-t-elle poursuivi, contribuait à la croissance de l'économie mondiale, malgré les fonds vautours qui exigeaient des remboursements à un taux de 92%. Elle a dénoncé la logique capitaliste de ces « véritables prédateurs ». Si nous leur avons payé une partie de notre dette, nous nous serions retrouvés dans une situation terrible, a-t-elle imaginé. Elle a au contraire cité le bon exemple des lois antifonds vautours adoptées en Belgique, et insisté sur le fait que l'Argentine est en train de rembourser sa dette à des fonds qui viennent d'« un pays qui promeut le rêve américain mais où 1% de la population détient plus de 30% de la richesse ».

La Présidente s'est félicitée de l'accord conclu sur le dossier nucléaire iranien. Elle a saisi cette occasion pour s'expliquer sur des accusations la concernant à propos d'un attentat survenu en 1994. Elle a indiqué qu'un conseiller de la Maison Blanche sur les questions nucléaires était venu en Argentine, en 2013, pour lui demander de fournir du combustible nucléaire à l'Iran. Elle a dit avoir alors exigé une demande par écrit et signée. La démarche n'a pas abouti et maintenant que l'accord avec l'Iran a été signé, elle s'est demandé pourquoi son pays ne pourrait pas signer un simple accord de coopération judiciaire avec l'Iran, voyant là de l'« hypocrisie dans les relations diplomatiques ». Elle a demandé au Congrès américain d'approuver l'accord.

Revenant sur l'affaire de l'attentat, elle s'est étonnée que le jugement intervienne avec 14 ans de retard, au moment où on commence à avoir des informations sur les relations entre des éléments extérieurs et les fonds voutours. Pourquoi l'agent du service des renseignements argentin qui était chargé de l'enquête au moment des faits se trouve maintenant aux États-Unis? Chaque année, nous demandons la collaboration de l'Iran et des États-Unis pour faire toute la lumière sur cet attentat. Tout est lié, s'est-elle dite convaincue.

« Vous pourriez vous demander pourquoi je passe tant de temps sur cette question? » On ne peut plus continuer avec l'hypocrisie et les politiques de « deux poids, deux mesures », a-t-elle lancé en invoquant « des intrigues internationales dignes de John Le Carré ». Notre Gouvernement recherche toute la vérité et demande la collaboration de tous les pays, notamment celle des États-Unis, a-t-elle répété.

Après s'être félicité de l'adoption des objectifs du développement durable, M. ALEXANDER LUKASHENKO, Président du Bélarus, a identifié trois domaines dans lesquels se posent d'après lui des défis d'ampleur considérable et tout d'abord, l'expansion des conflits militaires et la nouvelle donne géopolitique, marquée par des tensions et des menaces « pratiquement sans précédent ». Le Chef d'État a cité la crise grave dans laquelle se trouve selon lui l'architecture de sécurité internationale, ainsi que les efforts déployés pour imposer à certains pays un modèle de développement. « À cause d'une intervention étrangère, de l'exportation de révolutions de 'couleur' et de changements de régime, des pays auparavant stables sont plongés dans le chaos et l'anarchie », a-t-il déploré. Au lieu de la prospérité et de la démocratie promises, les peuples de ces pays font l'expérience de la pauvreté extrême et sont contraint de fuir. Des foules de migrants « assiègent » l'Europe aujourd'hui, un problème qui est en train de devenir international, a prévenu M. Lukashenko. Aussi s'est-il déclaré favorable à une discussion plus large au sein des Nations Unies sur les principes d'une coexistence future des États et des peuples. Selon lui, l'Organisation ne doit pas devenir le lieu d'accusations mutuelles et de confrontations interétatiques.

Le second défi, a poursuivi le Président du Bélarus, ce sont les menaces économiques à la stabilité mondiale, qu'il s'agisse des guerres de devises, des sanctions, de la volatilité des produits de base, de la concurrence déloyale. « Seule une coopération totale des économies et le développement durable permettront de sortir de cette impasse », a estimé M. Lukashenko, partisan d'un rapprochement plus étroit entre l'Union européenne et l'Union économique eurasiennne, par exemple. Le troisième défi qui se pose est d'ordre social, humanitaire et environnemental, a-t-il affirmé, ajoutant qu'un « culte artificiel » des droits et des libertés individuels primait aujourd'hui sur le sens de l'intérêt collectif.

« Sous prétexte de protéger les droits humains, le renversement des gouvernements, la destruction des États et les guerres d'appropriation des ressources deviennent justifiables », a

dénoncé le Président, ajoutant que de telles approches étaient responsables d'une dégradation de la « conscience humaine » et du « tissu social » des États. Le Bélarus, a-t-il assuré, continuera de faire du droit international le fondement de sa politique étrangère, tout en s'efforçant de mettre en place les conditions d'une vie décente pour chaque individu. Mais M. Lukashenko a ajouté être « profondément préoccupé » par la « destruction en cours » de la cellule familiale « traditionnelle » dans plusieurs pays et par « certaines déviations morales » et « innovations sociales », qu'il a jugées contre nature. En conclusion, le Chef d'État a annoncé que son pays continuerait d'être un contributeur de la sécurité régionale et internationale.

M. MUHAMMADU BUHARI, Président du Nigéria, a affirmé que son pays, même lorsque des jugements sont rendus en sa défaveur, notamment dans le cadre de différends territoriaux avec d'autres pays, a toujours respecté l'état de droit et la Charte des Nations Unies, comme en témoigne aussi son engagement « incomparable » au service du maintien de la paix de l'ONU. Il a ensuite expliqué que les objectifs de développement durable relatifs à l'éradication de la faim et de la pauvreté étaient inscrits au cœur du programme du nouveau Gouvernement nigérian.

Le Président a attiré l'attention des États sur le combat que mènent son pays et son peuple contre la terreur provoquée par Boko Haram. « La guerre menée par Boko Haram au Nigéria, au Tchad, au Niger et au Cameroun ne retient peut-être pas l'attention comme celles du Moyen-Orient, mais les souffrances qu'elles engendrent sont tout aussi considérables et le bilan humain aussi lourd », a-t-il assuré. Selon lui, il s'agit d'une « guerre des valeurs » entre « progrès et chaos », « démocratie et état de droit ». Boko Haram, a-t-il tranché, célèbre la violence à l'encontre des faibles et des innocents et, de façon déplorable, se dissimule derrière une « interprétation pervertie » de l'Islam, alors que ce groupe est aussi « éloigné » que possible de cette religion.

Pour défaire Boko Haram, le nouveau Gouvernement nigérian s'est doté d'une stratégie audacieuse et robuste dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad, avec un groupe de travail conjoint multinational. Après plusieurs succès, « un de nos objectifs majeurs est de retrouver les filles de Chibok saines et sauvées ». Nous travaillons d'arrache-pied pour assurer leur sûreté et les retrouvailles avec leurs familles, a souligné le Chef d'État. M. Buhari a précisé que le terrorisme n'était pas le seul fléau contre lequel lutte son gouvernement, citant la corruption, la criminalité financière transfrontalière, la cybercriminalité, le trafic d'êtres humains, les maladies transmissibles, la prolifération des armes et les changements climatiques. Dans ce contexte, il a déclaré attendre avec impatience la Conférence des Nations Unies sur le climat prévue en décembre à Paris. Pour sa part, a ajouté le dignitaire, le Nigéria est engagé dans la lutte contre la désertification et l'érosion des terres, là aussi sous les auspices de la Commission du bassin du lac Tchad.

M. ALI BONGO ONDIMBA, Président du Gabon, a constaté que 70 ans après la création des Nations Unies, la paix et la sécurité internationales continuent d'être menacées par l'apparition de défis nouveaux. Il a notamment cité le terrorisme, la piraterie maritime, les trafics de toutes sortes et le braconnage.

Il s'est félicité de l'adoption d'une résolution à l'initiative du Gabon, le 31 juillet par l'Assemblée générale, sur le trafic d'espèces sauvages qui traduit selon lui la volonté commune, entre pays d'origine, de transit et de destination, de venir à bout de ce fléau.

Mais M. Bongo Ondimba s'est également inquiété d'une menace terroriste qui « ne cesse de s'amplifier » dans le monde, notamment en Afrique, devenue le théâtre d'opérations de nombreux groupes, de Boko Haram à l'ouest et au centre au groupe Al-Chabab dans l'est du continent. « Il faut mutualiser nos efforts », a-t-il jugé, en suggérant notamment « d'accroître la surveillance des circuits financiers qui alimentent ce phénomène ».

Par ailleurs, le Président du Gabon a appelé de ses vœux une nécessaire réforme du Conseil de sécurité et sa « démocratisation » pour relever ces défis: il s'agit d'associer toutes les régions à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions du Conseil, a-t-il plaidé. La question du veto doit, elle aussi, être considérée en faveur de son usage « rationnel » tel que l'ont proposé la France et le Mexique, a-t-il précisé.

Enfin, le Chef de l'État gabonais s'est inquiété des lenteurs de la lutte contre les changements climatiques, jugeant qu'à deux mois de la Conférence de Paris « ces négociations sont encore bien loin du préaccord que nous attendons avant d'entamer les véritables travaux de la COP 21 ». Or, prévient-il, apporter des réponses aux changements climatiques permettrait de réduire l'extrême pauvreté et de fixer les populations dans leur pays.

M. HORACIO MANUEL CARTES JARA, Président du Paraguay, a dit que la visite du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, au Paraguay avait été l'occasion de renforcer encore les liens entre le Paraguay, l'ONU et le multilatéralisme. Il a appelé à lutter contre les inégalités qui fragilisent l'ordre mondial en expliquant que son pays fait de la lutte contre la pauvreté extrême une priorité. « Nous sommes l'un des pays qui connaît le taux de croissance le plus élevé de la région grâce à une discipline budgétaire stricte et l'amélioration de notre compétitivité », a dit le Président du Paraguay. Il s'est aussi félicité de la transformation des matières premières grâce à des investissements appropriés. Il a particulièrement souligné la richesse que représente la jeunesse et indiqué que 75% de la population du Paraguay est âgée de moins de 40 ans. Il a dit l'importance de la formation en estimant qu'il était temps que la révolution du savoir succède à la révolution industrielle. Il a appelé à augmenter le financement de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le désarmement, a poursuivi le Président, est le meilleur moyen de parvenir à la paix et à la sécurité internationales et d'aider les pays en développement à réaliser le développement durable. Citant le Saint-Père, il a attiré l'attention sur le défi mondial que constituent les changements climatiques et rappelé que la dégradation de l'environnement touche d'abord les populations les plus vulnérables. « Nous devons redoubler d'efforts pour atténuer, réduire et inverser les conséquences dévastatrices des changements climatiques », a insisté le Président, en soulignant l'urgence de parvenir à un accord à Paris. Il n'a pas conclu sans saluer l'importance du nouveau processus de paix lancé en Colombie.

M. UHURU KENYATTA, Président du Kenya, a souligné les difficultés auxquelles se heurte le maintien de la paix et de la sécurité internationales, face à des théâtres d'opération toujours plus complexes, que ce soit au Moyen-Orient ou en Afrique, et en particulier dans la région des Grands Lacs, dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. La situation sécuritaire précaire en Afrique de l'Est et au-delà est tout particulièrement préoccupante pour son pays, a-t-il expliqué, rappelant que le Kenya continuait d'investir des milliards de shillings dans l'architecture de paix et de sécurité régionale, alors que nombre de ses citoyens ont déjà péri. Aussi le Président a-t-il « imploré » la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, d'assumer ses responsabilités de manière à contribuer directement à la résolution de la situation. Rappelant que les milices Al-Chabab viennent de prendre pour cible la population civile du Kenya au prétexte du déploiement de troupes kényanes en Somalie, M. Kenyatta a déclaré que la communauté internationale devait entreprendre une action contre ce groupe terroriste et se pencher sur les causes profondes de la radicalisation de la jeunesse.

Se félicitant ensuite des relations de bon voisinage du Kenya et de la Somalie, le Chef d'État a assuré que les Forces de défense kényanes continueraient de coopérer étroitement avec l'Armée nationale somalienne dans le cadre de la Mission de l'Union africaine dans le pays (AMISOM), ainsi qu'avec son gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de sa Vision 2016. Fier du rôle important joué par son pays dans l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030, M. Kenyatta a noté que la phase de mise en œuvre était enclenchée. Il a fait part des attentes placées dans la vingt et unième session de la Conférence des États Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en décembre prochain à Paris, à laquelle le Kenya, a assuré le dignitaire, participerait de manière constructive. Parallèlement, le pays poursuivra son intégration régionale au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est, a-t-il précisé en conclusion.

M. MACKY SALL, Président du Sénégal, a estimé que 70 ans après la création de l'ONU, l'une de ses missions, à savoir la paix, reste menacée par la pauvreté extrême, la faim, la maladie et la détérioration sans précédent de l'environnement. Il a émis le vœu de voir la Conférence de Paris (COP21) couronnée de succès grâce à « des engagements contraignants pour contenir le réchauffement climatique, mobiliser des ressources financières adéquates et des transferts de

technologies écologiquement rationnelles ». Il a aussi relevé que la tragédie de la guerre ne peut laisser aucun pays indifférent. Il a souligné qu'en tant que pays d'accueil et d'hospitalité, le Sénégal lance un appel à plus d'ouverture et de générosité à l'endroit des personnes forcées de quitter leurs pays pour sauver leur vie.

M. Sall a noté que la promesse d'un monde meilleur est toujours à notre portée, mais que nous ne la réaliserons qu'en acceptant que le monde est pluriel, que toutes les cultures et toutes les civilisations sont d'égale dignité, et que le changement est la principale dynamique qui façonne la marche de l'histoire. Le monde de 2015 n'est pas celui de 1945, a souligné le Président, précisant que « si nous voulons tenir les promesses de la Charte, nous ne pouvons plus faire les choses comme avant ». « Le bon sens commande que nous changions notre vision du présent et du futur », a-t-il plaidé, arguant que c'est à ce prix que notre Organisation restera fidèle à sa vocation de « centre unique où s'harmonisent nos efforts vers nos fins communes ». Dans ce contexte, il a proposé que la composition du Conseil de sécurité soit élargie, « pour qu'il reflète les nouvelles réalités que nous représentons tous ici ». Il a souligné que le Sénégal, candidat à un poste de membre non permanent du Conseil, réaffirme son attachement à la position africaine commune sur la réforme du Conseil, conformément au Consensus d'Ezulwini.

Le Président a par ailleurs appelé à la réforme de la gouvernance économique et financière mondiale, prônant une représentation plus équitable des réalités nouvelles et l'assouplissement des règles d'accès au crédit, afin de mettre fin au « paradoxe des ressources disponibles, mais non accessibles ». Il a aussi appelé à la lutte contre les flux financiers illicites qui font perdre à l'Afrique entre 30 et 60 milliards de dollars par an, « un préjudice supérieur au montant de l'aide publique au développement », a-t-il souligné. Il a en outre affirmé que « si l'Afrique percevait la juste rémunération de ses ressources, et si elle recouvrait seulement l'équivalent de 17% de ses avoirs frauduleusement placés à l'étranger, elle pourrait solder la totalité de sa dette et financer, par elle-même, ses besoins de développement ».

En vertu de ses prérogatives de Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Macky Sall a fait part de l'attachement de la CEDEAO à l'Accord de paix au Mali, dans le respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays. Il a aussi souhaité une transition réussie au Burkina Faso et la stabilité institutionnelle en Guinée-Bissau. Il a fait mention de la solidarité de la CEDEAO au Nigéria et aux autres pays engagés dans la lutte contre les terroristes de Boko Haram. Il a promis que l'Afrique de l'Ouest allait travailler à l'éradication des derniers signes de résistance de la maladie à virus Ebola dans les trois pays concernés. Il a annoncé que le Sénégal, en tant que Président du Groupe d'Oslo sur la « politique étrangère et santé mondiale » allait engager, au cours de la présente session, des consultations pour tirer les leçons de cette crise sanitaire.

Évoquant ensuite la paix comme « notre bien commun », M. Sall s'est félicité du fait que le Sénégal soit le 7e des 128 pays contributeurs de troupes, avec plus de 3 600 éléments déployés dans huit missions. Il a aussi salué le fait que le Conseil de sécurité ait créé une médaille à la mémoire de son compatriote, le capitaine Mbaye Diagne, tombé en pleine action au Rwanda en 1994.

M. IBRAHIM BOUBACAR KEITA, Président du Mali, a rappelé que la date d'aujourd'hui marquait le cinquante-cinquième anniversaire de l'admission de son pays à l'ONU. Il a affirmé que, sous son autorité, le Mali, dans sa quête permanente de la paix, avait toujours privilégié la voie du dialogue au langage des armes dans le règlement de la grave crise multidimensionnelle de laquelle il est en train de se remettre.

Le Président malien a présenté à l'Assemblée générale l'Accord pour la paix et la réconciliation du Mali, issu du Processus d'Alger, signé à Bamako le 20 juin dernier. Le Mali, a-t-il dit, a désormais un accord de paix consensuel qui sert de cadre général pour la résolution durable de toutes les dimensions de la plus grave crise de l'histoire du pays. Il crée, a-t-il précisé, un compromis équilibré prenant en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties, dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali, ainsi que du caractère laïc et de la réforme républicaine de l'État.

M. Keita a solennellement réitéré l'engagement du Gouvernement malien à respecter tous ses engagements découlant de l'Accord et a lancé un appel pressant à la communauté internationale, en particulier les amis du Mali, en vue de la mobilisation effective des ressources techniques, matérielles et financières nécessaires à sa mise en œuvre.

S'agissant du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Président malien a expliqué que son pays, sahélien par excellence, subissait de plein fouet les effets des changements climatiques à cause de la fragilité naturelle de son écosystème. Il a ainsi dit souhaiter que les conclusions de la vingt et unième Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), à Paris, en décembre, puissent aboutir à un accord juridiquement contraignant afin de préserver ce qui peut encore l'être.

Au sujet du défi posé par la migration internationale, il a plaidé pour l'intensification du dialogue entre les pays d'origine, de destination et de transit afin de trouver les solutions idoines qui puissent lier les impératifs de sécurité, de développement, de respect de la dignité humaine et de solidarité.

Sur le plan sécuritaire, il est nécessaire, selon M. Keita, que l'ONU renforce ses outils et mécanismes existants, dans l'optique de s'attaquer véritablement aux nouvelles menaces liées à

la montée du terrorisme, de l'extrémisme violent, du narcotrafic et autres crimes connexes. Il y a également, de toute évidence à ses yeux, un besoin urgent de corriger le décalage existant entre les défis sécuritaires actuels et la doctrine des Nations Unies en matière de maintien de la paix, qui a été conçue il y a bientôt 60 ans.

M. RAFAEL CORREA DELGADO, Président de l'Équateur, a espéré que le prochain Secrétaire général des Nations Unies sera une femme et souligné que l'Amérique du Sud avait des femmes de valeurs comme Mmes Dilma Rousseff et Michelle Bachelet. Il a ensuite rappelé que la paix n'est pas que l'absence de guerre, la paix passe par la justice et la dignité des plus vulnérables. « Les 164 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté en Amérique latine attendent toujours la justice, la liberté et la vraie démocratie, et pas seulement la possibilité de participer régulièrement à des élections », a ajouté le Président de l'Équateur. Il s'est inquiété que la pauvreté ne soit plus le fruit d'un manque de ressources mais qu'elle soit devenue la conséquence d'un système d'exclusion né de structures institutionnelles malsaines. Le pillage est devenu un mode de vie pour certains. Il a jugé « intolérable » que l'on veuille, d'un côté, promouvoir la libre circulation des biens et des capitaux et de l'autre, pénaliser la libre circulation des personnes qui ne cherchent qu'un travail décent.

L'habitant des pays riches émet 38 fois plus de carbone qu'un habitant des pays pauvres, a encore dénoncé le Président, en insistant sur la question de la responsabilité. Il a demandé l'élaboration d'une déclaration universelle des droits de la nature pour qu'elle puisse continuer d'exister et nourrir la vie. « Une démarche écologique est toujours une démarche sociale », a insisté M. Correa Delgado. Si nous échouons à la Conférence de Paris en décembre et si nous ne parvenons pas à un accord juridiquement contraignant, nous pouvons aussi bien commencer à creuser la tombe de notre civilisation, a prévenu le Président. Il s'est félicité de nouvelles relations entre les États-Unis et Cuba, en refusant toute forme de tutelle. Il a aussi appelé au respect de la souveraineté de l'Argentine sur les îles Malvinas. L'Équateur, a-t-il indiqué, accueillera au début de 2016 le quatrième Sommet Afrique-Amérique du Sud et en octobre la troisième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat III). En concluant, le Président a promis de continuer à poursuivre Texaco/Chevron pour la pollution massive que la société a causée dans son pays.

M. EVO MORALES AYMA, Président de la Bolivie, a estimé qu'alors que les Nations Unies célèbrent leur soixante-dixième anniversaire, l'heure n'est pas aux réjouissances compte tenu des conflits qui essaient à travers le monde. L'une des causes de ces conflits, a-t-il estimé, est l'ambition de certains pays et les régimes oligarchiques soutenus par des multinationales. La situation en Libye est due à l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui, ne comptait pas éliminer le dirigeant libyen mais bien s'accaparer des ressources naturelles.

Le capitalisme, a poursuivi le Président Morales Ayma, est un modèle qui a échoué. Les famines, les crises et autres conflits visibles partout dans le monde en témoignent. Le capitalisme n'est pas la solution, mais le problème. Il méprise la Terre nourricière alors même qu'elle est le socle du bonheur des humains. En conséquence, les services de base tels que l'eau et l'électricité, vitaux pour le bien-être du peuple, ne sauraient être privatisés ou cédés à des entrepreneurs étrangers. Le Président a pris l'exemple de la nationalisation des ressources pétrolières boliviennes, une mesure, a-t-il expliqué, qui a permis d'augmenter de manière significative les revenus de l'État. Nous avons, a-t-il poursuivi, une responsabilité à Paris. Si nous ne sauvons pas la Terre nourricière, nous serons responsables d'une catastrophe, a-t-il averti.

Le Président a parlé de deux types de démocratie, la démocratie du peuple et celle des multinationales. Il a invoqué la déclaration d'un candidat à la présidentielle américaine qui a dit soutenir tous les partis politiques, le parti républicain et le parti démocrate, illustrant ainsi un modèle démocratique dominé par le pouvoir de l'argent.

Le Président a aussi déploré que l'on présente les migrants comme des criminels. Il a 500 ans, a-t-il rappelé, les Européens ont envahi l'Amérique du Sud, sans se faire expulser. Aujourd'hui quand les Latino-Américains vont en Occident chercher du travail, ils sont traités comme des criminels. Face à la crise des migrants, il faut, a dit le Président, créer « une citoyenneté universelle ». Pourquoi la mondialisation ne vaudrait que pour les biens et pas pour les personnes? Le Président a salué l'accord historique entre les États-Unis et Cuba et la normalisation avec l'Iran. Il a rappelé non sans ironie qu'après sa prise de fonctions, les responsables américains lui avaient conseillé de ne coopérer ni avec ces deux pays ni avec le Venezuela. Ancien catholique déçu, le Président a dit s'être réconcilié avec cette religion après avoir entendu le « Frère pape » dénoncer le capitalisme.

M. ABDULLAH ABDULLAH, Chef de l'exécutif de la République islamique d'Afghanistan, a estimé qu'à un moment donné, il faudra que l'ONU et ses agences spécialisées se montrent prêtes à devenir le moteur de l'agenda mondial et à devenir la plateforme requise pour la prise de décisions. Il a voulu que les réformes tiennent compte de ces exigences et offrent la souplesse et l'agilité nécessaires au travail à accomplir. Le Chef de l'exécutif afghan a illustré les défis de notre temps par l'exemple de l'Afghanistan, un pays en transition, exposé à de multiples dangers et aux prises avec le terrorisme international et l'extrémisme. Il a insisté sur le fait que sans l'appui extérieur, l'accès aux armes, le financement et la formation que les terroristes ont grâce à leur collusion stratégique avec des éléments puissants du voisinage, cette guerre à basse intensité de type guérilla ferait déjà partie de l'histoire.

Nous appelons le Pakistan, a dit le Chef de l'exécutif, à faire ce que ses autorités promettent de faire depuis des mois quand elles ont accepté d'anéantir les ennemis de l'Afghanistan. Nous

nous étions mis d'accord pour changer le paradigme de nos relations et engager des pourparlers de paix avec les Taliban mais, a rappelé M. Abdullah, les choses ont changé lorsque l'on a appris que leur chef était mort depuis plusieurs années et que tout ce rapprochement n'était qu'un jeu. Une perte de confiance aux conséquences « irréparables », a-t-il rappelé, en voulant que l'on en tire les leçons. Le Chef de l'exécutif afghan a appelé les parties prenantes régionales et les partenaires internationaux à réaliser la gravité de la situation et à enclencher des missions de bons offices pour contribuer à l'espoir d'un processus de rétablissement de la confiance véritable et durable conduisant à des pourparlers avec les Taliban de bonne volonté et autres groupes armés de l'opposition. Après avoir fait part des progrès enregistrés dans son pays, entre autres contre la corruption et le trafic de drogues, et ce, grâce à l'appui de la communauté internationale, le Chef de l'exécutif afghan a souligné la forte volonté politique de son gouvernement de mettre en œuvre le Programme de développement à l'horizon 2030, toujours avec l'aide de la communauté internationale.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.